

Novembre 2023



Politique d'exclusion de Candriam

TABLE DES MATIERES

1. Introduction	3
2. Niveau 1 Exclusions à l'échelle de l'entreprise	6
2.1. Armement	7
2.2. Tabac	9
2.3. Charbon thermique	9
2.4. Régimes oppressifs : Émetteurs souverains	10
2.5. Analyse normative	10
3. Niveau 2A Exclusions	12
3.1. Armement	14
3.2. Tabac	15
3.3. Charbon thermique	16
3.4. Armements conventionnels	17
3.5. Jeux de hasard	17
3.6. Pétrole et gaz	18
3.7. Production d'électricité	19
3.8. Exploitation minière	19
3.9. Huile de palme	20
3.10. Énergie nucléaire	21
3.11. Régimes oppressifs : Émetteurs souverains	22
3.12. Analyse normative	22
4. Niveau 2B Exclusions	24
4.1. Armement	25
4.2. Tabac	26
4.3. Charbon thermique	27
4.4. Armements conventionnels	28
4.5. Contenu pour adultes	28
4.6. Alcool	28
4.7. Expérimentation sur les animaux	29
4.8. Jeux de hasard	29
4.9. Modifications génétiques	30
4.10. Régimes oppressifs : Activités des entreprises et émetteurs souverains	31
4.11. Analyse normative	32
5. Niveau 3 Exclusions ISR	34
5.1. Armement	36
5.2. Tabac	37
5.3. Charbon thermique	38
5.4. Armements conventionnels	38
5.5. Contenu pour adultes	39
5.6. Alcool	39
5.7. Expérimentation sur les animaux	39



5.8.	Jeux de hasard	40
5.9.	Modifications génétiques	41
5.10.	Régimes oppressifs : Activités des entreprises et émetteurs souverains	41
5.11.	Pétrole et gaz.....	43
5.12.	Production d'électricité.....	44
5.13.	Exploitation minière.....	45
5.14.	Huile de palme	45
5.15.	Énergie nucléaire	47
5.16.	Analyse normative	47
6.	Processus d'évaluation et mise en œuvre.....	49
6.1.	Identification de l'implication de l'entreprise dans des activités controversées.....	49
6.2.	Évaluation de l'implication de l'entreprise dans des activités controversées	49
6.3.	Jugement final de l'implication.....	49
7.	Vues supplémentaires.....	50
7.1.	Biodiversité	50
7.2.	Peine de mort.....	50
7.3.	Fourrure	51
7.4.	Accaparement des terres.....	51
7.5.	Évasion fiscale	52
7.6.	Substances toxiques pour l'environnement et la santé humaine	52
7.7.	Utilisation de l'eau.....	54
8.	Appendices.....	55



1. Introduction

Candriam a démontré son engagement de longue date en faveur de l'investissement et responsable durable depuis plus de 25 ans. L'entreprise a lancé sa première stratégie de développement durable en 1996 et est fière de figurer parmi les signataires fondateurs des Principes pour l'Investissement Responsable (PRI) des Nations Unies de 2006. En tant que leader reconnu en matière de durabilité, l'entreprise estime que ses actions doivent avoir un impact positif sur toutes ses parties prenantes.

Cette politique d'activités controversées est l'expression concrète du leadership de Candriam en matière de durabilité. Il définit les activités qui, en raison de leur non-durabilité éthique et économique largement reconnue, doivent être exclues des investissements de Candriam sur la base de **quatre niveaux différents** :

- **Niveau 1 Politique d'exclusion à l'échelle de l'entreprise** : l'exclusion, pour tous les investissements, des activités les plus controversées et non durables (armes controversées, charbon thermique et tabac) ;
- **Niveau 2A Politique d'exclusion** : un niveau intermédiaire ajoutant des exclusions relatives aux armes conventionnelles, aux jeux de hasard, aux régimes oppressifs et aux risques liés au climat ;
- **Niveau 2B Politique d'exclusion** : des exclusions liées aux armes conventionnelles, aux jeux de hasard, aux régimes oppressifs et à d'autres activités qui comportent des risques pour les investissements responsables ;
- **Niveau Politique d'exclusion ISR** : une vaste série d'exclusions englobant un large éventail d'activités controversées d'un point de vue environnemental et social (contenu pour adultes, alcool, jeux de hasard, etc.).

Candriam reconnaît le rôle important que jouent les gestionnaires d'actifs pour relever les grands défis mondiaux, tels que le changement climatique, la préservation de la biodiversité ou la garantie de conditions de travail décentes pour tous, et s'efforce d'être à l'avant-garde de la durabilité en faisant progresser ses politiques et ses pratiques.

Chaque politique, ainsi que son champ d'application spécifique, sont décrits en détail dans les sections qui suivent.

	Niveau 1 Exclusions à l'échelle de l'entreprise ¹	Niveau 2A Exclusions ¹	Niveau 2B Exclusions ¹	Niveau 3 Exclusions ISR ¹
Exclusions d'activités controversées des entreprises :				
Armements controversés	<ul style="list-style-type: none"> • Toute implication dans : Mines terrestres anti-personnel ; bombes à fragmentation ; uranium appauvri ; armes chimiques ; armes biologiques • Phosphore blanc : Seuil de 5 % des revenus 			
		<ul style="list-style-type: none"> • Toute implication dans les armes nucléaires et le phosphore blanc 		
Charbon thermique	<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 5 % des revenus • Entreprises développant de nouveaux projets 			
Tabac	<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 5 % des revenus 	<ul style="list-style-type: none"> • Production : Toute participation • Distribution : Seuil de 5 % des revenus 		
Armements conventionnels		<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 10 % des revenus 	<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 3 % des revenus 	
Production d'électricité		<ul style="list-style-type: none"> • Entreprises ayant de nouveaux projets basés sur le charbon ou le nucléaire • Intensité de carbone supérieure à 354gCO₂/kWh Si les données sur l'intensité de carbone ne sont pas disponibles : <ul style="list-style-type: none"> • Aucun engagement aligné sur l'Accord de Paris • Entreprises sans nouveau projet basé sur l'énergie durable 		<ul style="list-style-type: none"> • Entreprises ayant de nouveaux projets basés sur le charbon ou le nucléaire • Intensité de carbone supérieure à 354gCO₂/kWh Si les données sur l'intensité de carbone ne sont pas disponibles : <ul style="list-style-type: none"> • Aucun engagement aligné sur l'Accord de Paris • Entreprises sans nouveau projet basé sur l'énergie durable
Pétrole et gaz		Pétrole et gaz non conventionnels : <ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 5 % des revenus • Entreprises développant de nouveaux projets 		Pétrole et gaz non conventionnels : <ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 5 % des revenus • Entreprises développant de nouveaux projets
		Pétrole et gaz conventionnels : <ul style="list-style-type: none"> • Moins de 40% des revenus proviennent du gaz naturel et des énergies renouvelables 		Pétrole et gaz conventionnels : <ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 5 % des revenus
Activités des entreprises dans les régimes oppressifs			<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 10 % des revenus (sauf plans de sortie ou de suspension d'activités) • L'engagement est activé à une exposition aux revenus de 5 à 10 %. 	
Contenu pour adultes			<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 5 % des revenus 	
Alcool			<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 10 % des revenus 	
Expérimentation sur les animaux			<ul style="list-style-type: none"> • Aucune politique responsable et aucune obligation légale de test 	
Jeux de hasard		<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 10 % des revenus 	<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 5 % des revenus 	
OGM			<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 10% de revenus et pas de politique responsable 	
Énergie nucléaire		<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 30 % des revenus² 		<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 30 % des revenus³

Huile de palme		Producteurs/distributeurs qui : <ul style="list-style-type: none"> • Ne sont pas membres de la RSPO⁴ et tirent entre 0 et 5 % de leurs revenus de l'huile de palme, dont moins de 20 % est de l'huile de palme certifiée RSPO, et qui n'ont pas de politique de déforestation ; ou • Ne sont pas membres de la RSPO et tirent plus de 5 % de leurs revenus de l'huile de palme, dont moins de 50 % est de l'huile de palme certifiée RSPO, et qui n'ont pas de politique de déforestation 		Producteurs/distributeurs qui : <ul style="list-style-type: none"> • Ne sont pas membres de la RSPO et tirent entre 0 et 5 % de leurs revenus de l'huile de palme, dont moins de 20 % est de l'huile de palme certifiée RSPO, et qui n'ont pas de politique de déforestation ; ou • Ne sont pas membres de la RSPO et tirent plus de 5 % de leurs revenus de l'huile de palme, dont moins de 50 % est de l'huile de palme certifiée RSPO, et qui n'ont pas de politique de déforestation
		Acheteurs qui : <ul style="list-style-type: none"> • Ne sont pas membres de la RSPO et dont les revenus dépendent à plus de 5 % de l'huile de palme, dont moins de 50 % est de l'huile de palme certifiée RSPO, et qui n'ont pas de politique de déforestation 		Acheteurs qui : <ul style="list-style-type: none"> • Ne sont pas membres de la RSPO et dont les revenus dépendent à plus de 5 % de l'huile de palme, dont moins de 50 % est de l'huile de palme certifiée RSPO, et qui n'ont pas de politique de déforestation
Exploitation minière		UNGP ⁵ , OCDE		UNGP, OCDE
Exclusion des émetteurs souverains :				
Régimes oppressifs	Dettes des émetteurs souverains ou quasi-souverains figurant sur la liste des régimes oppressifs de Candriam			
Exclusions fondées sur des normes :				
Normes		Entreprises à drapeau rouge : entreprises ayant obtenu la note "rouge" pour l'un des quatre piliers de l'UNGC ⁶ .		
	Liste de sortie : Les entreprises à "drapeau rouge" qui présentent les violations les plus graves des principes de l'UNGC			

¹ Les politiques d'exclusion de Candriam sont soumises aux contraintes inhérentes à la disponibilité des données ESG et aux méthodologies de données sous-jacentes. Par conséquent, les seuils sont analysés et mis en œuvre dans la mesure du possible.

² Le seuil s'applique si l'intensité de carbone n'est pas disponible.

³ Le seuil s'applique indépendamment de l'intensité de carbone.

⁴ RSPO : Roundtable on Sustainable Palm Oil

⁵ UNGP : United Nations Guiding Principles

⁶ UNGC : United Nations Global Compact

2. Niveau 1 Exclusions à l'échelle de l'entreprise

La politique d'exclusion à l'échelle de l'entreprise *Niveau 1* de Candriam cible les activités nuisibles qui, selon nous, ont un impact négatif important et présentent des risques sérieux tant du point de vue financier que du point de vue de la durabilité. L'exposition à ces activités présente des risques systémiques et de réputation importants pour les entreprises investies d'un point de vue économique ainsi qu'environnemental et social. Par conséquent, Candriam exclut les activités controversées liées à l'armement, au tabac et au charbon thermique de tous ses portefeuilles gérés directement et encourage les tiers à faire de même.

La politique d'exclusion à l'échelle de l'entreprise *Niveau 1* de Candriam s'applique à tous les investissements faits par Candriam à travers des positions longues en lignes directes dans des entreprises, des émetteurs souverains et des dérivés « single name ».

Les seuils d'exclusion de cette politique sont indiqués dans le tableau qui suit :

Seuil / critères d'exclusion ¹	
Exclusions d'activités controversées des entreprises :	
Armements controversés	<ul style="list-style-type: none"> Toute implication dans : mines terrestres anti-personnel ; bombes à fragmentation ; uranium appauvri ; armes chimiques ; armes biologiques Phosphore blanc : seuil de 5 % des revenus
Charbon thermique	<ul style="list-style-type: none"> Seuil de 5 % des revenus Entreprises développant de nouveaux projets
Tabac	<ul style="list-style-type: none"> Seuil de 5 % des revenus
Exclusion des émetteurs souverains :	
Régimes oppressifs	Dettes des émetteurs souverains ou quasi-souverains figurant sur la liste des régimes oppressifs de Candriam
Exclusions fondées sur des normes :	
Normes	Liste de sortie : les entreprises à drapeau rouge ² qui présentent les violations les plus graves des principes de l'UNGC ³

¹ Les politiques d'exclusion de Candriam sont soumises aux contraintes inhérentes à la disponibilité des données ESG et aux méthodologies de données sous-jacentes. Par conséquent, les seuils sont analysés et mis en œuvre dans la mesure du possible.

² Entreprises au drapeau rouge : Entreprises ayant obtenu la note "rouge" dans l'un des quatre piliers de l'UNGC.

³ UNGC : United Nations Global Compact.

Vous trouverez ci-dessous plus de détails sur l'approche de Candriam et les seuils d'exclusion appliqués à chacune de ces activités controversées.

¹ Un fonds sujet à la politique d'exclusion à l'échelle de l'entreprise *Niveau 1* de Candriam peut avoir une exposition indirecte à certaines des activités mentionnées dans la politique si les investissements dans ces activités sont faits à travers de dérivés sur indice ou de fonds/ETFs externes non gérés par Candriam.

2.1. Armement

L'approche de Candriam

Participation directe ou indirecte

Dans l'évaluation de l'armement en tant qu'activité controversée, nous distinguons l'implication directe et indirecte :

- **Participation directe** : Une entreprise est considérée comme directement impliquée dans les systèmes d'armement lorsqu'elle produit / fabrique / fournit des services / vend / commercialise :
 - Systèmes d'armes complets ;
 - Composants critiques d'un système d'armement ;
 - Services essentiels liés à un système d'armement.

Les composants et services sont considérés comme des composants / services critiques lorsqu'ils remplissent les deux conditions suivantes :

- Les composants/services sont spécifiquement conçus pour être utilisés dans un système d'armement ou en relation avec celui-ci ;
- Les composants/services jouent un rôle dans la létalité des systèmes d'armes. Dans ce cas, les composants et les services sont appelés "composants et services clés".

Les composants et services vendus aux clients militaires qui ne sont pas spécifiquement conçus pour les systèmes d'armement et qui ne sont pas des composants clés des systèmes d'armement entrent dans la catégorie de "biens et/ou services à double usage ou à usage général ". Ils comprennent notamment : équipements & services de restauration, produits de logement & services, équipements de transport & services, uniformes, services de publicité, ordinateurs de bureau, services de nettoyage, équipements électriques & services, assurance services, l'organisation de foires aux armes, etc.

- **Participation indirecte** : Une entreprise peut être indirectement impliquée dans l'armement par le biais d'une participation, c'est-à-dire lorsqu'une entreprise possède des actions dans d'autres entreprises qui sont directement impliquées dans les systèmes d'armement et leurs composants/services critiques.

Armements conventionnels v s . Controversés

Par ailleurs, lorsqu'il s'agit d'évaluer l'implication d'une entreprise dans l'armement, l'approche de Candriam prend également en compte le type de l'armement. L'approche de Candriam distingue donc entre **les armements conventionnels** et **les armements controversés**.

Selon l'approche actuelle de Candriam, les armements controversés sont : mines terrestres anti-personnel ; bombes à fragmentation ; armes nucléaires ; armes à l'uranium appauvri ; armes chimiques ; armes biologiques ; phosphore blanc. Ces armements ont été identifiés comme des armements controversés car ils ont fait l'objet de critiques considérables au regard de trois critères :

- La nature indiscriminée des armes au moment de leur utilisation : c'est-à-dire lorsque l'arme utilisée ne frappe pas seulement des cibles militaires mais est également susceptible de faire des victimes civiles, d'endommager des infrastructures civiles et de causer d'autres dommages collatéraux ;
- Être identifiés comme des systèmes d'armes qui causent à la fois des blessures superflues et des souffrances inutiles ;
- Les impacts humanitaires potentiels à long terme de ces armements, qui peuvent avoir une incidence négative sur la santé humaine et entraver le développement et la reconstruction d'anciennes régions touchées par la guerre.

Pour plus d'informations sur notre méthodologie et les fournisseurs de données pour les armements, veuillez-vous référer à l'annexe.

Seuils d'exclusion de Candriam

Au niveau des entreprises, Candriam exclut de tous ses investissements toutes les entreprises qui :

- Sont directement impliquées dans le développement, la production, les essais, l'entretien et la vente d'une ou plusieurs des armes controversées suivantes : mines terrestres anti-personnel ; bombes à fragmentation ; uranium appauvri ; armes chimiques et/ou biologiques indépendamment des ventes/recettes ; armes au phosphore blanc dépassant les seuils ci-dessous :
 - Les entreprises qui tirent plus de 5 % de leurs ventes/recettes totales de la production, de la fabrication, du commerce, des essais ou de l'entretien d'armes au phosphore blanc ; le seuil de 5 % est utilisé pour reconnaître le fait que le phosphore est une substance à double usage ;
- Les entreprises qui détiennent une participation (actionnariat) de plus de 50 % dans toute entreprise directement impliquée dans ces armements controversés.

Les producteurs de composants et de services vendus dans le but de fabriquer des armes nucléaires n'entrent pas dans le cadre de cette politique. Par conséquent, Candriam considère comme éligibles les entreprises impliquées dans la production de composants ou de services dans le but de produire légalement des armes nucléaires pour des pays autorisés à posséder des armes nucléaires en vertu du droit international.

2.2. Tabac

L'approche de Candriam

Candriam reconnaît que la consommation et l'utilisation de produits du tabac en toute quantité entraîne des problèmes de société et de santé et constitue une cause majeure de décès.

Les produits du tabac fabriqués et vendus au détail par les entreprises comprennent les cigarettes et les cigares, ainsi que d'autres produits tels que le tabac à mâcher, le tabac à priser et le tabac à tremper. Les cigarettes représentent la part la plus importante des produits du tabac fabriqués.

Seuils d'exclusion de Candriam

Notre politique exclut toutes les entreprises directement impliquées dans l'industrie du tabac qui tirent plus de 5 % de leurs revenus de la fabrication ou de la vente au détail de produits du tabac.

Candriam ne sanctionne pas, a priori, les entreprises indirectement impliquées dans l'industrie du tabac par le biais de produits de soutien et/ou services (par exemple, fournisseurs d'emballages matériaux) car leurs opérations ne sont pas uniquement orientées vers l'industrie du tabac. Toutefois, si les entreprises ont développé des produits et des systèmes de production adaptés à l'industrie du tabac, elles seront exclues.

2.3. Charbon thermique

L'approche de Candriam

L'exploration, l'extraction, le traitement, le transport et la distribution sont considérés comme une implication directe dans l'industrie du charbon thermique. Étant donné l'absence d'alternatives au charbon métallurgique dans la production d'acier, le charbon métallurgique n'est pas considéré comme exclu. La synthèse de combustible liquide ou gazéifié à partir de charbon est également exclue dans la mesure du possible, compte tenu des difficultés liées à la fiabilité des données.

Seuils d'exclusion de Candriam

Candriam exclut de ses investissements toutes les entreprises qui sont directement impliquées dans l'industrie du charbon thermique et qui tirent plus de 5% de leurs revenus du charbon.

L'exclusion des entreprises développant de nouveaux projets est appréciée sans seuil de revenu minimum.

Les nouveaux projets sont considérés comme effectifs lorsque la décision finale d'investissement (FID) a été prise. Certaines situations antérieures à la mise en service effective (autorisation, annonce) peuvent également déclencher des exclusions au cas par cas.

Nous reconnaissons que la transition vers l'objectif net zero est un long parcours, avec des défis socio-économiques qui y sont associés. Si cette réalité doit être prise en compte, elle ne doit pas être une raison pour s'éloigner des trajectoires scientifiques alignées sur l'Accord de Paris. Ainsi, les entreprises qui tirent entre 5 % et 10 % de leurs

revenus de la production d'électricité à partir du charbon ne peuvent être investies que si elles remplissent les trois conditions mentionnées ci-dessous, qui sont essentielles pour démontrer leur alignement aux Accords de Paris :

- Ne pas développer de nouveaux projets liés au charbon tout en diminuant la part du charbon dans ses activités ;
- S'engager à éliminer totalement le charbon d'ici 2027 dans les pays développés, et d'ici 2030 dans les pays en voie de développement ;
- Avoir des émissions spécifiques de carbone issues de la production en ligne avec la trajectoire 1.5 Net Zero de l'AIE.

La réalisation des conditions susmentionnées doit faire l'objet d'un suivi constant par le biais d'un engagement spécifique.

2.4. Régimes oppressifs : Émetteurs souverains

L'approche de Candriam

La liste des régimes répressifs de Candriam est composée de pays dans lesquels les droits de l'homme sont violés régulièrement, où les libertés fondamentales sont systématiquement refusées et la sécurité des personnes n'est pas garantie en raison d'une défaillance du gouvernement et de violations systématiques de l'éthique. Nous appliquons également une grande vigilance à l'égard des États totalitaires ou des pays dont le gouvernement est impliqué dans une guerre contre son propre peuple. Afin de constituer la liste des régimes répressifs, nous nous basons sur des données fournies par des sources externes, comme l'indice de liberté dans le monde de Freedom House, les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale et l'indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit, qui orientent notre examen qualitatif des pays non démocratiques.

Seuils d'exclusion de Candriam

La dette émise par des entités souveraines ou quasi-souveraines qui figurent sur la liste des régimes oppressifs n'est pas éligible à l'investissement dans les stratégies soumises à notre politique d'exclusion de niveau 1.

2.5. Analyse normative

L'analyse normative de Candriam détermine si une entreprise respecte les 10 principes du Pacte mondial des Nations Unies pour chacune des principales catégories : **Droits de l'homme (HR)**, **Droits du travail (L)**, **Environnement (ENV)** et **Lutte contre la corruption (COR)**.

Les informations concernant les incidents ou les violations des normes internationales actuels, présumés et/ou connexes sont collectées par le biais de recherches externes combinées à des analyses internes effectuées par nos analystes ESG.

Après l'identification de toute violation des principes du Pacte mondial, l'analyse utilise plusieurs paramètres pour évaluer la gravité et l'ampleur des violations :

- **Proximité temporelle** : quand l'incident s'est-il produit et combien de temps a-t-il duré ?
- **Magnitude** : quels sont les coûts financiers et les dommages environnementaux liés à l'incident ?
- **Crédibilité** : l'incident implique-t-il des allégations, des procédures judiciaires, etc.

- **Récurrence** : s'agit-il d'un incident unique ou existe-t-il des preuves d'incidents répétés sur une période donnée ?

L'accent est mis également sur la réponse d'une entreprise lorsqu'un incident se produit. Une entreprise qui prend des mesures positives et responsables pour garantir que de futures violations ne se produisent pas est considérée plus favorablement qu'une entreprise qui ne reconnaît pas sa responsabilité et/ou ne prend aucune mesure corrective.

Sur la base de ces informations et conformément au cadre d'évaluation décrit ci-dessus, le code couleur est déterminé comme suit pour chacune des quatre catégories principales.

Green	- No evidence of repeated or significant violations of the Global Compact principles
Orange	- Evidence of repeated violations of the Global Compact principles but these do not appear to be significant; or - Evidence of significant violations of the Global Compact principles but these do not appear to be repetitive; or - Evidence of repeated and significant violations of the Global Compact principles, but the company has taken appropriate corrective measures/actions
Red	- Evident of repeated and significant violations of Global Compact principles and the organisation has no appropriate response/behaviour

Les entreprises classées comme "entreprises à drapeau rouge" sont celles qui présentent des controverses graves à très graves en termes d'impact, de durée, de fréquence et/ou d'absence de réponse de la part de la direction de l'entreprise.

Dans la politique d'exclusion des entreprises de *Niveau 1* de Candriam, nous excluons un sous-ensemble d'entreprises à "drapeau rouge", composé des entreprises ayant commis les violations les plus graves des principes du Pacte mondial des Nations Unies.

3. Niveau 2A Exclusions

La politique d'exclusion de Candriam *Niveau 2A* cible les activités nuisibles qui, selon nous, ont un impact négatif important et présentent des risques sérieux tant du point de vue financier que du point de vue de la durabilité. L'exposition à ces activités présente des risques systémiques et de réputation importants pour les entreprises investies d'un point de vue économique ainsi qu'environnemental et social.

En outre, le changement climatique étant le principal défi en matière de durabilité dans un avenir proche, la politique d'exclusion de *Niveau 2A* de Candriam en tient compte et met donc l'accent sur les questions environnementales. L'objectif est de contribuer à la lutte contre le changement climatique en excluant les activités qui causent des dommages importants à l'environnement. Nous pensons que le fait de soutenir la durabilité environnementale de cette manière peut également entraîner des répercussions positives sur les questions sociales.

La politique d'exclusion de Candriam *Niveau 2A*² s'applique aux investissements faits par Candriam à travers des positions longues en lignes directes dans des entreprises, des émetteurs souverains et des dérivés « single name ».

A travers la politique d'exclusion *Niveau 2A*, Candriam exclut l'armement controversé, le tabac et le charbon thermique et encourage les tiers à faire de même. Ces activités comportent des risques systémiques importants relatifs à la société et à l'économie mondiale.

L'application de la politique d'exclusion de *Niveau 2A* de Candriam implique également l'exclusion des armes conventionnelles. Ceci est conforme à l'approche de nombreux investisseurs durables et à diverses normes qui consistent à exclure cette activité en raison de la nature néfaste des armements qui ont souvent servi à enfreindre les droits de l'homme et ont eu des effets dévastateurs sur les vies humaines et le bien-être général de la société. La difficulté d'obtenir des informations granulaires, sur les utilisateurs finaux et les utilisations finales des armes, est un facteur supplémentaire en faveur de cette exclusion.

Les portefeuilles soumis à la politique d'exclusion de *Niveau 2A* de Candriam excluent également les activités de jeux de hasard, car ces activités peuvent potentiellement être liées à des activités illégales et à la corruption, et pourraient donc générer des risques de réputation pour Candriam et nos clients. Cela reflète les préoccupations de nombreux investisseurs axés sur la responsabilité ainsi que de certains cadres ESG indépendants.

² Veuillez noter que les exclusions de la politique d'exclusions de *Niveau 2A* de Candriam ne sont pas nécessairement mises en œuvre dans le cas d'investissements dans des ETF, des fonds indiciels (ou d'autres instruments financiers liés à des indices, tels que des dérivés), des hedge funds, des fonds à rendement absolu ou des fonds tiers. Par conséquent, un fonds soumis à la politique d'exclusion de *Niveau 2A* peut avoir une exposition indirecte à certaines des activités mentionnées dans la politique, si les investissements dans ces activités sont effectués par le biais des types de véhicules susmentionnés.

Les seuils d'exclusion pour les activités susmentionnées sont présentés dans le tableau qui suit.

Seuils / critères d'exclusion ¹	
Exclusions d'activités controversées des entreprises :	
Armements controversés	<ul style="list-style-type: none"> • Toute implication dans : mines terrestres anti-personnel ; bombes à fragmentation ; uranium appauvri ; armes chimiques ; armes biologiques • Toute implication dans les armes nucléaires et le phosphore blanc
Charbon thermique	<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 5 % des revenus • Entreprises développant de nouveaux projets
Tabac	<ul style="list-style-type: none"> • Production : toute participation • Distribution : seuil de 5 % des revenus
Armements conventionnels	<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 10 % des revenus
Production d'électricité	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprises ayant de nouveaux projets basés sur le charbon ou le nucléaire • Intensité de carbone supérieure à 354gCO₂/kWh <p>Si les données ne sont pas disponibles sur l'intensité de carbone :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aucun engagement aligné sur l'Accord de Paris • Entreprises sans nouveau projet basé sur l'énergie durable
Pétrole et gaz	<p>O&G non conventionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 5 % des revenus • Entreprises développant de nouveaux projets <p>O&G conventionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Moins de 40% des revenus proviennent du gaz naturel et des énergies renouvelables
Jeux de hasard	<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 10 % des revenus
Énergie nucléaire	<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 30 % des revenus²
Huile de palme	<p>Producteurs/distributeurs qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ne sont pas membres de la RSPO³ et tirent entre 0 et 5 % de leurs revenus de l'huile de palme, dont moins de 20 % est de l'huile de palme certifiée par la RSPO, et qui n'ont pas mis en place de politique de déforestation ; ou • Ne sont pas membres de la RSPO et tirent plus de 5 % de leurs revenus de l'huile de palme, dont moins de 50 % est de l'huile de palme certifiée RSPO, et qui n'ont pas mis en place de politique de déforestation <p>Acheteurs qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ne sont pas membres de la RSPO et dont les revenus dépendent à plus de 5 % de l'huile de palme, dont moins de 50 % est de l'huile de palme certifiée RSPO, et qui n'ont pas de politique de déforestation
Exploitation minière	UNGP ⁴ , OCDE
Exclusion des émetteurs souverains :	
Régimes oppressifs	Dettes des émetteurs souverains ou quasi-souverains figurant sur la liste des régimes oppressifs de Candriam
Exclusions fondées sur des normes :	
Normes	Entreprises à drapeau rouge : entreprises ayant obtenu la note "rouge" pour l'un des quatre piliers de l'UNGC ⁵

¹ Les politiques d'exclusion de Candriam sont soumises aux contraintes inhérentes à la disponibilité des données ESG et aux méthodologies de données sous-jacentes. Par conséquent, les seuils sont analysés et mis en œuvre dans la mesure du possible.

²Le seuil s'applique indépendamment de l'intensité de carbone.

³ RSPO : Roundtable on Sustainable Palm Oil

⁴ UNGP : United Nations Guiding Principles

⁵ UNGC : United Nations Global Compact

Veuillez trouver ci-dessous des détails sur l'approche de Candriam et les seuils d'exclusion appliqués à chacune de ces activités controversées.

3.1. Armement

L'approche de Candriam

Participation directe ou indirecte

Dans l'évaluation de l'armement en tant qu'activité controversée, nous distinguons l'implication directe et indirecte :

- **Participation directe** : Une entreprise est considérée comme directement impliquée dans les systèmes d'armement lorsqu'elle produit / fabrique / fournit des services / vend / commercialise :
 - Systèmes d'armes complets ;
 - Composants critiques d'un système d'armement ;
 - Services essentiels liés à un système d'armement.

Les composants et services sont considérés comme des composants / services critiques lorsqu'ils remplissent les deux conditions suivantes :

- Les composants/services sont spécifiquement conçus pour être utilisés dans un système d'armement ou en relation avec celui-ci ;
- Les composants/services jouent un rôle dans la létalité des systèmes d'armes. Dans ce cas, les composants et les services sont appelés "composants et services clés".

Les composants et services vendus aux clients militaires qui ne sont pas spécifiquement conçus pour les systèmes d'armement et qui ne sont pas des composants clés des systèmes d'armement entrent dans la catégorie de "biens et/ou services à double usage ou à usage général ". Ils comprennent notamment : équipements & services de restauration, produits de logement & services, équipements de transport & services, uniformes, services de publicité, ordinateurs de bureau, services de nettoyage, équipements électriques & services, assurance services, l'organisation de foires d'armes, etc.

- **Participation indirecte** : Une entreprise peut être indirectement impliquée dans l'armement par le biais d'une participation, c'est-à-dire lorsqu'une entreprise possède des actions dans d'autres entreprises qui sont directement impliquées dans les systèmes d'armement et leurs composants/services critiques.

Armements conventionnels v s . controversés

Par ailleurs, lorsqu'il s'agit d'évaluer l'implication d'une entreprise dans l'armement, l'approche de Candriam prend également en compte le type de l'armement. L'approche de Candriam distingue donc entre **les armements conventionnels** et **les armements controversés**.

Selon l'approche actuelle de Candriam, les armements controversés sont : mines terrestres anti-personnel ; bombes à fragmentation ; armes nucléaires ; armes et blindages à l'uranium appauvri ; armes chimiques ; armes biologiques ; phosphore blanc. Ces armements ont été identifiés comme des armements controversés car ils ont fait l'objet de critiques considérables au regard de trois critères :

- La nature indiscriminée des armes au moment de leur utilisation : c'est-à-dire lorsque l'arme utilisée ne frappe pas seulement des cibles militaires mais est également susceptible de faire des victimes civiles, d'endommager des infrastructures civiles et de causer d'autres dommages collatéraux ;
- Être identifiés comme des systèmes d'armes qui causent à la fois des blessures superflues et des souffrances inutiles ;
- Les impacts humanitaires potentiels à long terme de ces armements, qui peuvent avoir une incidence négative sur la santé humaine et entraver le développement et la reconstruction d'anciennes régions touchées par la guerre.

Pour plus d'informations sur notre méthodologie et les fournisseurs de données pour les armements, veuillez-vous référer à l'annexe.

Seuils d'exclusion de Candriam

Au niveau des entreprises, Candriam exclut de tous ses investissements toutes les entreprises qui :

- Sont directement impliquées dans le développement, la production, les essais, l'entretien et la vente d'une ou plusieurs des armes controversées suivantes mines terrestres antipersonnel, bombes à fragmentation, armes nucléaires, uranium appauvri, armes chimiques, armes biologiques ou phosphore blanc, indépendamment des ventes/recettes ;
- Les entreprises qui détiennent une participation (actionnariat) de plus de 50% dans toute entreprise directement impliquée dans ces armements controversés.

3.2. Tabac

L'approche de Candriam

Candriam reconnaît que la consommation et l'utilisation de produits du tabac en toute quantité entraîne des problèmes de société et de santé négatifs et constitue une cause majeure de décès.

Les produits du tabac fabriqués et vendus au détail par les entreprises comprennent les cigarettes et les cigares, ainsi que d'autres produits tels que le tabac à mâcher, le tabac à priser et le tabac à tremper. Les cigarettes représentent la part la plus importante des produits du tabac fabriqués.

Seuils d'exclusion de Candriam

Notre politique exclut toutes les entreprises directement impliquées dans l'industrie du tabac qui tirent des revenus de la fabrication ou plus de 5% de leurs revenus de la vente au détail de produits du tabac.

Candriam ne sanctionne pas, a priori, les entreprises indirectement impliquées dans l'industrie du tabac par le biais de produits de soutien et/ou services (par exemple, fournisseurs d'emballages matériaux) car leurs opérations ne sont pas uniquement orientées vers l'industrie du tabac. Toutefois, si les entreprises ont développé des produits et des systèmes de production adaptés à l'industrie du tabac, elles seront exclues.

3.3. Charbon thermique

L'approche de Candriam

L'exploration, l'extraction, le traitement, le transport et la distribution sont considérés comme une implication directe dans l'industrie du charbon thermique. Étant donné l'absence d'alternatives au charbon métallurgique dans la production d'acier, le charbon métallurgique n'est pas considéré comme exclu. La synthèse de combustible liquide ou gazéifié à partir de charbon est également exclue dans la mesure du possible, compte tenu des difficultés liées à la fiabilité des données.

Seuils d'exclusion de Candriam

Candriam exclut de ses investissements toutes les entreprises qui sont directement impliquées dans l'industrie du charbon thermique et qui tirent plus de 5% de leurs revenus du charbon.

L'exclusion des entreprises développant de nouveaux projets est appréciée sans seuil de revenu minimum.

Les nouveaux projets sont considérés comme effectifs lorsque la décision finale d'investissement (FID) a été prise. Certaines situations antérieures à la mise en service effective (autorisation, annonce) peuvent également déclencher des exclusions au cas par cas.

Nous reconnaissons que la transition vers l'objectif net zero est un long parcours, avec des défis socio-économiques qui y sont associés. Si cette réalité doit être prise en compte, elle ne doit pas être une raison pour s'éloigner des trajectoires scientifiques alignées sur l'Accord de Paris. Ainsi, les entreprises qui tirent entre 5 % et 10 % de leurs revenus de la production d'électricité à partir du charbon ne peuvent être investies que si elles remplissent les trois conditions mentionnées ci-dessous, qui sont essentielles pour démontrer leur alignement aux Accords de Paris :

- Ne pas développer de nouveaux projets liés au charbon tout en diminuant la part du charbon dans ses activités ;
- S'engager à éliminer totalement le charbon d'ici 2027 dans les pays développés, et d'ici 2030 dans les pays en voie de développement ;
- Avoir des émissions spécifiques de carbone issues de la production en ligne avec la trajectoire 1.5 Net Zero de l'AIE.

La réalisation des conditions susmentionnées doit faire l'objet d'un suivi constant par le biais d'un engagement spécifique.

3.4. Armements conventionnels

En plus des exclusions relatives à l'armement controversé, mentionnées ci-dessus, les exclusions de niveau 2A de **Candriam** excluent toutes les entreprises qui :

- Tirent plus de 10 % de leurs ventes/revenus totaux de la production, de la fabrication, du commerce, des essais ou de la maintenance d'armements conventionnels et/ou de composants/services critiques pour les armements conventionnels ;
- Détenir une participation (actionnariat) de plus de 10 % dans toute entreprise directement impliquée dans les armements conventionnels ou dans les armements controversés.

3.5. Jeux de hasard

L'approche de Candriam

Candriam reconnaît la nature controversée des jeux de hasard ainsi que la vulnérabilité des parties prenantes qui s'adonnent à cette activité. Pour les entreprises respectant le seuil défini et mentionné ci-dessous, mais qui sont plus activement impliquées dans les jeux d'argent et/ou la fabrication de produits de jeux d'argent (jeux), nous évaluerons si ces entreprises traitent de manière exhaustive les risques liés aux produits et surveillent les pratiques de vente afin de protéger les consommateurs vulnérables, tels que les mineurs.

A cette fin, pour les entreprises qui respectent le seuil déterminé, nous pouvons également prendre en considération si elles ont mis en place une politique responsable :

- Pour les entreprises **directement impliquées** dans les jeux d'argent (fabricants de machines ou de logiciels, casinos, loteries, bookmakers, sites web de jeux d'argent, points de vente avec machines à sous, émissions sur les jeux d'argent), nous vérifions si elles ont une politique qui aborde la conception, la transparence comportementale et l'assistance à la clientèle.
- Pour les entreprises indirectement impliquées dans les jeux d'argent par le biais de services intermédiaires d'accès aux jeux d'argent (par exemple, les fournisseurs de services de paiement en ligne, les détaillants généraux, les aéroports hébergeant des produits de jeux d'argent), nous vérifions si elles ont une politique visant à offrir une meilleure protection des consommateurs (par exemple, un accès limité aux "canaux de jeux d'argent" par un accès par mot de passe).

La mise en place d'une politique n'est pas un critère strict, mais elle nous donne un aperçu supplémentaire des pratiques responsables d'une entreprise.

Seuils d'exclusion de Candriam

Notre politique exclut les entreprises qui tirent directement ou indirectement plus de 10 % de leurs revenus totaux (même par le biais de participations) d'activités de jeux de hasard.

3.6. Pétrole et gaz

L'approche de Candriam

Dans l'évaluation des sources d'énergie, nous pensons qu'une distinction doit être faite entre l'approvisionnement en pétrole et en gaz provenant d'une extraction conventionnelle et non conventionnelle. La principale différence résulte des techniques requises pour l'extraction et de la nature du réservoir.

Le pétrole et le gaz conventionnels sont issus de formations plus simples à extraire, contrairement au pétrole et au gaz non conventionnels qui nécessitent des méthodes d'extraction complexes ayant des effets négatifs sur l'environnement. L'extraction de ressources non conventionnelles tend à nécessiter plus d'énergie ainsi que plus d'eau et de produits chimiques dans le cas des techniques de fracturation hydraulique. En tant que telles, les méthodes non conventionnelles sont plus gourmandes en carbone et en eau que les projets conventionnels. Selon le type de ressource, les méthodes non conventionnelles peuvent également entraîner une plus grande perturbation des terres (y compris la déforestation) et des niveaux plus élevés d'eaux usées.

Nous classons les activités et les sources suivantes dans les catégories suivantes :

- **Extraction de pétrole et de gaz non conventionnels** : l'extraction de sables bitumineux, de gaz/pétrole de schiste, de gaz/pétrole de réservoir compact, de méthane de houille et le forage dans l'Arctique.
- **Extraction conventionnelle de pétrole et de gaz** : pétrole conventionnel et gaz naturel conventionnel, y compris les condensats de gaz naturel.

Candriam reconnaît que la transition vers une économie à faible émission de carbone demande du temps. Pour cette raison, notre approche prend également en considération la stratégie de transition énergétique des entreprises impliquées dans l'industrie conventionnelle du pétrole et du gaz, avec des seuils très clairs et ambitieux qui sont conformes aux trajectoires alignées sur l'Accord de Paris. L'exposition au pétrole et au gaz non conventionnels, en revanche, est considérée comme incompatible avec la transition énergétique en raison des impacts environnementaux négatifs associés.

Seuils d'exclusion de Candriam

Candriam exclut les entreprises qui tirent plus de 5 % de leurs revenus de l'exploration et de la production de pétrole et de gaz non conventionnels. Candriam exclut les entreprises impliquées dans l'exploration et la production de pétrole et de gaz conventionnels lorsque les revenus provenant du gaz naturel et/ou des énergies renouvelables sont inférieurs à 40 %.

Activités	Seuils d'exclusion
Pétrole et gaz non conventionnels	Revenus > 5%
Pétrole et gaz conventionnels	Revenus fondés sur une part du gaz naturel ou des énergies renouvelables < 40 %

3.7. Production d'électricité

L'approche de Candriam

Le niveau d'émissions variant selon les sources de production d'électricité, il est important d'évaluer le niveau de gaz à effet de serre émis par KWh pour mesurer l'alignement des entreprises sur une trajectoire 2°C. C'est pourquoi nous intégrons l'intensité carbone des producteurs d'électricité dans notre évaluation de la durabilité.

Les données sur l'intensité carbone des émetteurs n'étant pas toujours disponibles, nous avons établi d'autres indicateurs démontrant l'alignement d'un émetteur sur l'Accord de Paris. En effet, dans l'analyse des producteurs d'électricité, nous évaluons également s'ils sont sur une voie de transition conforme aux objectifs de l'Accord de Paris et à un scénario à 2°C, en nous basant sur d'autres paramètres tels que les plans d'investissement et la crédibilité des objectifs de Net Zéro. Les paramètres utilisés sont prospectifs et évoluent dans le temps pour tenir compte de l'évolution des entreprises vers une voie de transition.

Candriam estime que l'utilisation croissante du charbon dans la production d'électricité n'est pas conforme à l'Accord de Paris. D'autre part, si Candriam considère l'énergie nucléaire comme une solution intermédiaire, nous reconnaissons les risques financiers ainsi que les controverses qui l'entourent. En particulier en raison de la très faible probabilité mais de l'impact potentiel élevé des accidents et des problèmes liés à l'élimination à long terme des déchets nucléaires.

Seuils d'exclusion de Candriam

Candriam exclut de tous ses investissements les entreprises productrices d'électricité dont l'intensité de carbone est supérieure à 354 gCO₂/kWh pour 2023, ou dont la tendance est à l'augmentation de la capacité de production d'électricité à partir du charbon et du nucléaire.

Si aucune donnée sur l'intensité de carbone des producteurs d'électricité n'est disponible, nous recherchons des sources alternatives d'information et de démonstration de bonnes pratiques. Le bouquet énergétique est un indicateur significatif mais insuffisant. Il est nécessaire que l'utilisation du charbon thermique dans la production d'électricité n'augmente pas, contrairement à l'utilisation des énergies renouvelables, tant en production qu'en capacité. En outre, l'alignement sur l'Accord de Paris doit être démontré, notamment par un objectif SBTi (Science Based Target Initiative) solide, une utilisation suffisante de ses dépenses d'investissement à cette fin ou le fait de tirer la majeure partie de ses revenus de l'utilisation d'énergies renouvelables dans la production d'électricité.

3.8. Exploitation minière

Candriam reconnaît que, tout en jouant un rôle clé dans nos économies modernes et dans la transition, les activités minières sont confrontées à d'énormes défis environnementaux et sociaux. L'extraction des minéraux

et des métaux a toujours été associée à des impacts durables et parfois irréversibles sur les écosystèmes et les communautés locales. Il est donc absolument crucial de veiller à ce que les activités minières soient menées de manière responsable et en tenant compte de toutes les parties prenantes.

Notre politique exclut toutes les entreprises directement impliquées dans l'extraction et la fusion de métaux et de minéraux qui :

- N'ont pas mis en place de systèmes de gestion des risques ESG pertinents, conformément aux normes internationales largement reconnues telles que les Principes directeurs des Nations Unies, les PVSDH (Principes Volontaires sur le Sécurité des Droits de l'Homme) et les lignes directrices de l'OCDE ;
- Ont été reconnus coupables de graves controverses ESG

3.9. Huile de palme

L'approche de Candriam

Candriam reconnaît que la production, le traitement, la vente et/ou l'utilisation de l'huile de palme ont une chaîne de valeur très complexe et ont été liés à la déforestation (y compris les activités de défrichage, la conversion des tourbières) et à la perte de biodiversité dans le monde. La déforestation liée aux chaînes d'approvisionnement en huile de palme entraîne des impacts environnementaux dévastateurs tels que : la disparition des forêts et la perte des habitats des animaux (par exemple, les rhinocéros, les éléphants, les tigres et les orangs-outans d'Asie), en particulier dans les régions d'Asie du Sud-Est d'où proviennent 85 % de la production mondiale d'huile de palme. Divers rapports sur le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes de valeur de l'huile de palme ont également été signalés au niveau des plantations, des usines, des raffineries et de la fabrication de produits alimentaires et/ou non alimentaires.

Malgré cela, Candriam reconnaît que l'huile de palme reste un ingrédient inestimable dans une variété de produits alimentaires et non-alimentaires, étant donné ses rendements relativement élevés par rapport à toute autre culture oléagineuse. Il est possible de produire jusqu'à 20 fois plus d'huile par hectare à partir du palmier par rapport à d'autres cultures oléagineuses.³ Il représente environ 40 % de la demande annuelle mondiale actuelle d'huile végétale pour l'alimentation humaine et animale et comme carburant.⁴

Candriam considère comme producteurs et distributeurs d'huile de palme les entreprises dont les activités commerciales sont principalement **la production, la fabrication ou la distribution/vente** de produits à base d'huile de palme. Sont considérées comme des acheteurs d'huile de palme, toutes les entreprises, dont les activités commerciales consomment ou utilisent principalement de l'huile de palme pour la production ou l'inclusion comme ingrédients dans les produits finis que ces entreprises vendent.

³<https://ourworldindata.org/palm-oil>

⁴<https://publications.jrc.ec.europa.eu>

Seuils d'exclusion de Candriam

L'exposition des entreprises aux controverses liées à l'huile de palme et aux risques de déforestation et/ou de biodiversité est systématiquement évaluée sur la base de divers éléments qui donnent des assurances quant aux pratiques de production et de consommation durables de l'huile de palme. Ces éléments comprennent :

1. Le total des revenus provenant de la production, de la distribution ou des ingrédients de l'huile de palme ;
2. Adhésion/affiliation à la RSPO ;
3. Pourcentage d'huile de palme certifiée, et
4. La présence d'une politique de déforestation

Nous reconnaissons que l'efficacité et la crédibilité de la certification durable de l'huile de palme ont été débattues par certaines parties prenantes. En effet, cette certification ne sert que d'outil, dans la boîte à outils, de la diligence raisonnable de la chaîne d'approvisionnement. Par conséquent, les éléments ci-dessus sont des critères primaires, mais non exhaustifs. **Nous intégrons également des vérifications supplémentaires basées sur une approche de type "best effort" dans l'évaluation de l'exposition de l'entreprise liée à l'huile de palme aux controverses sur l'utilisation des terres et la biodiversité et de leur diligence raisonnable globale.**

Notre politique exclut les producteurs et les distributeurs qui :

- Ne sont pas membres de la RSPO et tirent entre 0 et 5 % de leurs revenus de l'huile de palme, dont moins de 20 % est de l'huile de palme certifiée RSPO, et qui n'ont pas de politique de déforestation en place ; ou
- Ne sont pas membres de la RSPO et tirent plus de 5 % de leurs revenus de l'huile de palme, dont moins de 50 % est de l'huile de palme certifiée RSPO, et qui n'ont pas mis en place de politique de déforestation.

Notre politique exclut également les acheteurs qui ne sont pas membres de la RSPO et dont les revenus dépendent de l'huile de palme pour plus de 5 %, avec moins de 50 % de cette huile étant de l'huile de palme certifiée RSPO, et qui n'ont pas de politique de déforestation.

Veuillez noter que nous excluons systématiquement les entreprises qui ont un lien évident avec la dépendance à l'huile de palme, mais qui ne divulguent pas leurs revenus dépendants et les pourcentages d'huile de palme certifiés, ni les preuves d'une politique de déforestation.

En plus de cette politique, l'exposition d'une entreprise aux activités liées à l'huile de palme est également évaluée sur la base des controverses pertinentes dans lesquelles l'entreprise a été prétendument impliquée, et de la réactivité de l'entreprise à traiter, atténuer et remédier à ces controverses. Tout cela permet d'ajouter une couche supplémentaire de contrôle pour les entreprises qui relèvent des activités de Candriam.

En outre, dans notre analyse fondée sur les normes, une attention particulière est accordée aux éventuelles violations des principes du Pacte mondial relatifs à l'Environnement et aux Droits de l'Homme dans le cadre des activités des entreprises exposées à l'huile de palme.

3.10.Énergie nucléaire

L'approche de Candriam

Malgré les avantages de l'énergie nucléaire en tant qu'énergie à faible émission de carbone- et à faible coût

marginal- (par rapport au charbon, par exemple) qui réduit le risque d'insécurité de l'approvisionnement, l'utilisation de l'énergie nucléaire en tant qu'alternative viable et durable aux autres formes d'énergie fait l'objet d'une importante controverse en raison des risques significatifs pour l'environnement, la sûreté et la sécurité et des responsabilités liées à la réaction nucléaire, aux déchets nucléaires, au déclassement des centrales et à la prolifération du combustible nucléaire .

L'énergie nucléaire, pour autant qu'elle soit exploitée dans les plus hautes conditions de sûreté/sécurité, est actuellement une alternative éprouvée et nécessaire aux combustibles fossiles et fera partie du paysage énergétique de ce siècle. Toutefois, Candriam reconnaît que les avantages de l'énergie nucléaire en termes d'atténuation du changement climatique et de sécurité d'approvisionnement sont contrebalancés par des risques importants en matière de sûreté, d'environnement et de sécurité.

Seuils d'exclusion de Candriam

La politique d'exclusion de *Niveau 2A* de Candriam exclut toutes les entreprises qui, directement ou indirectement et seulement si l'intensité carbone n'est pas disponible, tirent plus de 30% de leurs revenus de l'extraction, de la conversion et de l'enrichissement de l'uranium pour produire du combustible nucléaire, de l'irradiation du combustible dans un réacteur nucléaire et/ou du retraitement/de l'élimination du combustible nucléaire usé et d'autres déchets nucléaires.

3.11. Régimes oppressifs : Émetteurs souverains

L'approche de Candriam

La liste des régimes répressifs de Candriam est composée de pays dans lesquels les droits de l'homme sont violés régulièrement, où les libertés fondamentales sont systématiquement refusées et la sécurité des personnes n'est pas garantie en raison d'une défaillance du gouvernement et de violations systématiques de l'éthique. Nous appliquons également une grande vigilance à l'égard des États totalitaires ou des pays dont le gouvernement est impliqué dans une guerre contre son propre peuple. Afin de constituer la liste des régimes répressifs, nous nous basons sur des données fournies par des sources externes, comme l'indice de liberté dans le monde de Freedom House, les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale et l'indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit, qui orientent notre examen qualitatif des pays non démocratiques.

Seuils d'exclusion de Candriam

La dette émise par des entités souveraines ou quasi-souveraines qui figurent sur la liste des régimes oppressifs n'est pas éligible à l'investissement dans les stratégies soumises à notre politique d'exclusion de niveau 2A.

3.12. Analyse normative

L'analyse normative de Candriam détermine si une entreprise respecte les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies pour chacune des principales catégories : **Droits de l'homme (DH)**, **Droits du travail (D)**, **Environnement (ENV) et lutte contre la corruption (COR)**.

Les informations concernant les incidents ou les violations des normes internationales actuels, présumés et/ou connexes sont collectées par le biais de recherches externes combinées à des analyses internes effectuées par nos analystes ESG.

Après l'identification de toute violation des principes du Pacte mondial, l'analyse utilise plusieurs paramètres pour évaluer la gravité et l'ampleur des violations :

- **Proximité temporelle** : quand l'incident s'est-il produit et combien de temps a-t-il duré ?
- **Magnitude** : quels sont les coûts financiers et les dommages environnementaux liés à l'incident ?
- **Crédibilité** : l'incident implique-t-il des allégations, des procédures judiciaires, etc.
- **Récurrence** : s'agit-il d'un incident unique ou existe-t-il des preuves d'incidents répétés sur une période donnée ?

L'accent est mis également sur la réponse d'une entreprise lorsqu'un incident se produit. Une entreprise qui prend des mesures positives et responsables pour garantir que de futures violations ne se produisent pas est considérée plus favorablement qu'une entreprise qui ne reconnaît pas sa responsabilité et/ou ne prend aucune mesure corrective.

Sur la base de ces informations et conformément au cadre d'évaluation décrit ci-dessus, le code couleur est déterminé comme suit pour chacune des quatre catégories principales.



La politique d'exclusion de *Niveau 2A* de Candriam exclut toutes les entreprises à « drapeau rouge », c'est-à-dire les entreprises ayant des controverses graves à très graves en termes d'impact, de durée, de fréquence et/ou d'absence de réponse de la part de la direction de l'entreprise.

4. Niveau 2B Exclusions

La politique d'exclusion de Candriam *Niveau 2B* cible les activités nuisibles qui, selon nous, ont un impact négatif important et présentent des risques sérieux tant du point de vue financier que du point de vue de la durabilité. L'exposition à ces activités présente des risques systémiques et de réputation importants pour les entreprises investies d'un point de vue économique ainsi qu'environnemental et social.

La politique d'exclusion de Candriam *Niveau 2B*² s'applique aux investissements faits par Candriam à travers des positions longues en lignes directes dans des entreprises, des émetteurs souverains et des dérivés « single name ».

A travers la politique d'exclusion *Niveau 2B*, Candriam exclut l'armement controversé, le tabac et le charbon thermique et encourage les tiers à faire de même. Ces activités comportent des risques systémiques importants relatifs à la société et à l'économie mondiale.

La politique d'exclusion de *Niveau 2B* de Candriam cible également un certain nombre d'activités qui, avec la montée progressive de l'investissement ESG, ne sont plus considérées comme pertinentes par de nombreux investisseurs responsables en raison de leurs répercussions potentielles sur le bien-être humain, sociétal et animal. Il s'agit par exemple des contenus pour adultes, des armes conventionnelles, de l'alcool, des jeux de hasard, des OGM et des tests sur les animaux. Elle vise à réduire l'exposition aux actifs échoués, le risque de litige et l'impact financier négatif résultant de l'évolution de la réglementation ou des normes sociales.

L'ensemble des activités exclues en vertu de la politique d'exclusion de *Niveau 2B* de Candriam, et leurs seuils ou critères d'exclusion respectifs, sont indiqués ci-dessous.

Seuil / critères d'exclusion ¹	
Exclusions d'activités controversées des entreprises :	
Armements controversés	<ul style="list-style-type: none"> Toute implication dans : mines terrestres anti-personnel ; bombes à fragmentation ; uranium appauvri ; armes chimiques ; armes biologiques Toute implication dans les armes nucléaires et le phosphore blanc
Charbon thermique	<ul style="list-style-type: none"> Seuil de 5 % des revenus Entreprises développant de nouveaux projets
Tabac	<ul style="list-style-type: none"> Production : toute participation Distribution : seuil de 5 % des revenus
Armements conventionnels	<ul style="list-style-type: none"> Seuil de 3 % des revenus
Activités des entreprises dans les régimes oppressifs	<ul style="list-style-type: none"> Seuil de 10 % des revenus (certaines exceptions peuvent s'appliquer, e.g plans de sortie ou de suspension d'activités) L'engagement est activé à une exposition aux revenus de 5 à 10 %.
Contenu pour adultes	<ul style="list-style-type: none"> Seuil de 5 % des revenus
Alcool	<ul style="list-style-type: none"> Seuil de 10 % des revenus

² Veuillez noter que les exclusions de la politique d'exclusions de *Niveau 2B* de Candriam ne sont pas nécessairement mises en œuvre dans le cas d'investissements dans des ETF, des fonds indiciels (ou d'autres instruments financiers liés à des indices, tels que des dérivés), des hedge funds, des fonds à rendement absolu ou des fonds tiers. Par conséquent, un fonds soumis à la politique d'exclusion de *Niveau 2B* peut avoir une exposition indirecte à certaines des activités mentionnées dans la politique, si les investissements dans ces activités sont effectués par le biais des types de véhicules susmentionnés.

Expérimentation sur les animaux	<ul style="list-style-type: none"> Aucune politique responsable et aucune obligation légale de test
Jeux de hasard	<ul style="list-style-type: none"> Seuil de 5 % des revenus
OGM	<ul style="list-style-type: none"> 10% et aucune politique responsable
Exclusion des émetteurs souverains :	
Régimes oppressifs	Dettes des émetteurs souverains ou quasi-souverains figurant sur la liste des régimes oppressifs de Candriam
Exclusions normatives	
Normes	Entreprises à drapeau rouge : entreprises ayant obtenu la note "rouge" pour l'un des quatre piliers de l'UNGC ²

¹ Les politiques d'exclusion de Candriam sont soumises aux contraintes inhérentes à la disponibilité des données ESG et aux méthodologies de données sous-jacentes. Par conséquent, les seuils sont analysés et mis en œuvre dans la mesure du possible.

² UNGC : United Nations Global Compact

Veillez trouver ci-dessous de plus amples détails sur l'approche de Candriam et les seuils d'exclusion appliqués à chacune de ces activités controversées.

4.1. Armement

L'approche de Candriam

Participation directe ou indirecte

Dans l'évaluation de l'armement en tant qu'activité controversée, nous distinguons l'implication directe et indirecte :

- **Participation directe** : Une entreprise est considérée comme directement impliquée dans les systèmes d'armement lorsqu'elle produit / fabrique / fournit des services / vend / commercialise :
 - Systèmes d'armes complets ;
 - Composants critiques d'un système d'armement ;
 - Services essentiels liés à un système d'armement.

Les composants et services sont considérés comme des composants / services critiques lorsqu'ils remplissent les deux conditions suivantes :

- Les composants/services sont spécifiquement conçus pour être utilisés dans un système d'armement ou en relation avec celui-ci ;
- Les composants/services jouent un rôle dans la létalité des systèmes d'armes. Dans ce cas, les composants et les services sont appelés "composants et services clés".

Les composants et services vendus aux clients militaires qui ne sont pas spécifiquement conçus pour les systèmes d'armement et qui ne sont pas des composants clés des systèmes d'armement entrent dans la catégorie de "biens et/ou services à double usage ou à usage général". Ils comprennent notamment : équipements & services de restauration, produits de logement & services, équipements de transport & services, uniformes, services de publicité, ordinateurs de bureau, services de nettoyage, équipements électriques & services, assurance services, l'organisation de foires aux armes, etc.

- **Participation indirecte** : Une entreprise peut être indirectement impliquée dans l'armement par le biais d'une participation, c'est-à-dire lorsqu'une entreprise possède des actions dans d'autres entreprises qui sont directement impliquées dans les systèmes d'armement et leurs composants/services critiques.

Armements conventionnels v s . controversés

Par ailleurs, lorsqu'il s'agit d'évaluer l'implication d'une entreprise dans l'armement, l'approche de Candriam prend également en compte le type de l'armement. L'approche de Candriam distingue donc entre **les armements conventionnels** et **les armements controversés**.

Selon l'approche actuelle de Candriam, les armements controversés sont : mines terrestres anti-personnel ; bombes à fragmentation ; armes nucléaires ; armes et blindages à l'uranium appauvri ; armes chimiques ; armes biologiques ; phosphore blanc. Ces armements ont été identifiés comme des armements controversés car ils ont fait l'objet de critiques considérables au regard de trois critères :

- La nature indiscriminée des armes au moment de leur utilisation : c'est-à-dire lorsque l'arme utilisée ne frappe pas seulement des cibles militaires mais est également susceptible de faire des victimes civiles, d'endommager des infrastructures civiles et de causer d'autres dommages collatéraux ;
- Être identifiés comme des systèmes d'armes qui causent à la fois des blessures superflues et des souffrances inutiles ;
- Les impacts humanitaires potentiels à long terme de ces armements, qui peuvent avoir une incidence négative sur la santé humaine et entraver le développement et la reconstruction d'anciennes régions touchées par la guerre.

Pour plus d'informations sur notre méthodologie et les fournisseurs de données pour les armements, veuillez-vous référer à l'annexe.

Seuils d'exclusion de Candriam

Au niveau des entreprises, Candriam exclut de tous ses investissements toutes les entreprises qui :

- Sont directement impliqués dans le développement, la production, les essais, l'entretien et la vente d'une ou plusieurs des armes controversées suivantes mines terrestres antipersonnel, bombes à fragmentation, armes nucléaires, uranium appauvri, armes chimiques, armes biologiques ou phosphore blanc, indépendamment des ventes/recettes ;
- Les entreprises qui détiennent une participation (actionnariat) de plus de 50% dans toute entreprise directement impliquée dans ces armements controversés.

4.2. Tabac

L'approche de Candriam

Candriam reconnaît que la consommation et l'utilisation de produits du tabac en toute quantité entraîne des problèmes de société et de santé négatifs et constitue une cause majeure de décès.

Les produits du tabac fabriqués et vendus au détail par les entreprises comprennent les cigarettes et les cigares, ainsi que d'autres produits tels que le tabac à mâcher, le tabac à priser et le tabac à tremper. Les cigarettes

représentent la part la plus importante des produits du tabac fabriqués.

Niveau d'exclusion du seuil de Candriam

Notre politique exclut toutes les entreprises directement impliquées dans l'industrie du tabac qui tirent des revenus de la fabrication ou plus de 5% de leurs revenus de la vente au détail de produits du tabac.

Candriam ne sanctionne pas, a priori, les entreprises indirectement impliquées dans l'industrie du tabac par le biais de produits de soutien et/ou services (par exemple, fournisseurs d'emballages matériaux) car leurs opérations ne sont pas uniquement orientées vers l'industrie du tabac. Toutefois, si les entreprises ont développé des produits et des systèmes de production adaptés à l'industrie du tabac, elles seront exclues.

4.3. Charbon thermique

L'approche de Candriam

L'exploration, l'extraction, le traitement, le transport et la distribution sont considérés comme une implication directe dans l'industrie du charbon thermique. Étant donné l'absence d'alternatives au charbon métallurgique dans la production d'acier, le charbon métallurgique n'est pas considéré comme exclu. La synthèse de combustible liquide ou gazéifié à partir de charbon est également exclue dans la mesure du possible, compte tenu des difficultés liées à la fiabilité des données.

Seuils d'exclusion de Candriam

Candriam exclut de ses investissements toutes les entreprises qui sont directement impliquées dans l'industrie du charbon thermique et qui tirent plus de 5% de leurs revenus du charbon.

L'exclusion des entreprises développant de nouveaux projets est appréciée sans seuil de revenu minimum.

Les nouveaux projets sont considérés comme effectifs lorsque la décision finale d'investissement (FID) a été prise. Certaines situations antérieures à la mise en service effective (autorisation, annonce) peuvent également déclencher des exclusions au cas par cas.

Nous reconnaissons que la transition vers l'objectif net zero est un long parcours, avec des défis socio-économiques qui y sont associés. Si cette réalité doit être prise en compte, elle ne doit pas être une raison pour s'éloigner des trajectoires scientifiques alignées sur l'Accord de Paris. Ainsi, les entreprises qui tirent entre 5 % et 10 % de leurs revenus de la production d'électricité à partir du charbon ne peuvent être investies que si elles remplissent les trois conditions mentionnées ci-dessous, qui sont essentielles pour démontrer leur alignement aux Accords de Paris :

- Ne pas développer de nouveaux projets liés au charbon tout en diminuant la part du charbon dans ses activités ;
- S'engager à éliminer totalement le charbon d'ici 2027 dans les pays développés, et d'ici 2030 dans les pays en voie de développement ;
- Avoir des émissions spécifiques de carbone issues de la production en ligne avec la trajectoire 1.5 Net Zero de l'AIE.

La réalisation des conditions susmentionnées doit faire l'objet d'un suivi constant par le biais d'un engagement spécifique.

4.4. Armements conventionnels

En plus des exclusions relatives à l'armement controversé mentionnées ci-dessus, les exclusions de niveau 2B de **Candriam** excluent toutes les entreprises qui :

- Tirer plus de 3 % de leurs ventes/recettes totales de la production, de la fabrication, du commerce, des essais ou de la maintenance d'armements conventionnels et/ou de composants/services critiques pour les armements conventionnels ;
- Détenir une participation (actionnariat) de plus de 10 % dans toute entreprise directement impliquée dans les armements conventionnels ou dans les armements controversés.

4.5. Contenu pour adultes

L'approche de Candriam

Nous avons choisi d'étendre la définition standard de "contenu pour adultes" au "contenu violent" (représentations d'actes d'agression physique d'un être humain contre un autre). Notre définition inclut donc tout contenu qui fournit du matériel qui n'est pas approprié pour tous les publics, c'est-à-dire qui fait appel à des pulsions de violence primaire ou fournit des représentations explicites de sujets sexuels.

Seuils d'exclusion de Candriam

Notre politique exclut tous les « pure players » dans le domaine du contenu pour adultes ainsi que toute entreprise qui tire plus de 5% de ses revenus du contenu pour adultes, que ce soit par le biais d'une participation ou non.

4.6. Alcool

L'approche de Candriam

Candriam reconnaît sur que la consommation et l'utilisation excessives et chroniques de produits alcoolisés peuvent entraîner des problèmes de société tels que des problèmes de santé et des accidents de la route. L'exposition des entreprises à la fabrication et/ou à la vente de produits alcoolisés est systématiquement évaluée lorsqu'une entreprise est examinée sous l'angle ESG.

Seuils d'exclusion de Candriam

Notre politique exclut les entreprises directement impliquées dans l'alcool - c'est-à-dire les brasseurs, les distillateurs, les viticulteurs, les détaillants, les propriétaires et les exploitants d'établissements d'alcool, les restaurants qui servent de l'alcool - ainsi que les détaillants d'alcool qui tirent plus de 10% de leurs revenus de la fabrication ou de la vente de produits alcoolisés.

4.7. Expérimentation sur les animaux

L'approche de Candriam

Candriam encourage l'utilisation de méthodes alternatives pour remplacer l'expérimentation animale chaque fois que la capacité de à évaluer la sécurité d'un produit n'est pas compromise. Néanmoins, Candriam reconnaît également que, si les méthodes alternatives peuvent servir à évaluer si un nouveau composé a l'effet souhaité sur des cellules ou des tissus isolés et peuvent être utiles pour le dépistage et les premières étapes de l'identification des dangers, elles ne peuvent pas systématiquement remplacer la recherche in vivo. Ainsi, la recherche sur les animaux peut combler le fossé entre les méthodes non animales et les tests sur l'Homme.

Candriam privilégie donc l'investissement durable et responsable dans les entreprises impliquées dans l'expérimentation animale qui abordent de manière exhaustive (dans une politique responsable) et se conforment aux principes des "trois R" de : Remplacement, Reduction and Raffinement, qui cherchent à utiliser des méthodes alternatives, à réduire le nombre d'animaux utilisés et à minimiser la douleur et la détresse des animaux.

Seuils d'exclusion de Candriam

Notre politique exclut toutes les entreprises qui effectuent des tests sur les animaux pour les produits pour lesquels :

- Il n'y a pas d'obligation légale et l'entreprise n'a pas de politique responsable (la politique des trois R) ; ou
- L'expérimentation animale est interdite

4.8. Jeux de hasard

L'approche de Candriam

Candriam reconnaît la nature controversée des jeux d'argent ainsi que la vulnérabilité des parties prenantes qui s'adonnent à cette activité. Pour les entreprises respectant le seuil défini mentionné ci-dessous, mais qui sont plus activement impliquées dans les jeux d'argent et/ou la fabrication de produits de jeux d'argent (jeux), nous évaluons si ces entreprises traitent de manière exhaustive les risques liés aux produits et surveillent les pratiques de vente afin de protéger les consommateurs vulnérables, tels que les mineurs.

A cette fin, pour les entreprises qui respectent le seuil déterminé, nous pouvons également prendre en considération si elles ont mis en place une politique responsable comme suit :

- Pour les entreprises **directement impliquées** dans les jeux d'argent (fabricants de machines ou de logiciels, casinos, loteries, bookmakers, sites web de jeux d'argent, points de vente avec machines à sous, émissions sur les jeux d'argent), nous vérifions si elles ont une politique qui traite de la conception, de la transparence comportementale et de l'assistance clientèle ;
- Pour les entreprises indirectement impliquées dans les jeux d'argent par le biais de services intermédiaires d'accès aux jeux d'argent (par exemple, les fournisseurs de services de paiement en ligne, les détaillants généralistes, les aéroports hébergeant des produits de jeux d'argent), nous vérifions si elles ont une

politique visant à offrir une meilleure protection des consommateurs (par exemple, un accès limité aux "canaux de jeux d'argent" par un accès par mot de passe).

L'établissement d'une politique n'est pas un critère strict, mais il nous donne un aperçu supplémentaire des pratiques responsables d'une entreprise.

Seuils d'exclusion de Candriam

Notre politique exclut les entreprises directement ou indirectement impliquées qui tirent plus de 5 % de leurs revenus totaux (même par le biais de participations) des activités de jeux de hasard.

4.9. Modifications génétiques

L'approche de Candriam

Un organisme génétiquement modifié (OGM) est un organisme dont le matériel génétique a été modifié d'une manière qui ne se produit pas naturellement par accouplement et/ou recombinaison naturelle.

Candriam reconnaît les incertitudes entourant la production et l'utilisation des OGM et adopte par conséquent une approche équilibrée. L'évaluation de cette activité repose sur l'exposition aux OGM, l'existence d'une politique responsable et le respect des conventions internationales sur les OGM.

Les caractéristiques d'une politique responsable dépendent du secteur considéré :

- Les entreprises des secteurs de l'alimentation, des boissons et du tabac ou de la distribution alimentaire et de biens de consommation de première nécessité devraient au moins mettre en place, dans le cadre de leur politique responsable, des procédures claires d'étiquetage et de traçabilité pour fournir aux consommateurs une base nécessaire à la prise de décision d'achat. L'étiquetage de ces produits doit être compréhensible, et fournir des informations utiles. En outre, les entreprises doivent s'assurer que leurs fournisseurs respectent des directives strictes ;
- Les entreprises des secteurs de la chimie, de la pharmacie, de l'agriculture, de la biotechnologie ou de la santé doivent au minimum reconnaître le caractère dangereux des OGM, se conformer à la loi, effectuer une évaluation complète des risques et assurer une utilisation contrôlée en matière de Recherche et Développement.

Bien que les entreprises des secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, des loisirs et des transporteurs soient susceptibles de vendre des produits contenant des organismes génétiquement modifiés, en fonction de la localisation géographique de leurs activités, Candriam ne les sanctionne pas a priori car la manière dont elles sont impactées par les OGM est très limitée.

Seuils d'exclusion de Candriam

La politique d'exclusion de niveau 2B de Candriam exclut toutes les entreprises directement impliquées dans les OGM qui :

- Tirent plus de 10 % de leurs revenus d'activités d'OGM sans la présence d'une politique responsable applicable telle que décrite ci-dessus ; ou
- Sont responsables de violations significatives, systématiques et répétées des conventions internationales concernant les OGM.

4.10. Régimes oppressifs : Activités des entreprises et émetteurs souverains

L'approche de Candriam

La liste des régimes oppressifs de Candriam comprend des pays dans lesquels les droits de l'homme sont gravement violés de manière régulière, les libertés fondamentales sont systématiquement niées et la sécurité des personnes n'est pas garantie en raison de la défaillance des gouvernements et de manquements systématiques à l'éthique. Nous examinons également avec une extrême attention les États totalitaires ou les pays dans lesquels le gouvernement est impliqué dans une guerre contre son propre peuple. Pour établir la liste des régimes oppressifs, nous utilisons des données fournies par des sources externes, telles que l'indice de liberté dans le monde de Freedom House, les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale et l'indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit, qui éclairent notre examen qualitatif des pays non démocratiques.

Pour cette liste de pays, les analystes de Candriam ont développé des procédures qui s'appliquent tant aux émetteurs souverains qu'aux entreprises. Elles comprennent l'exclusion, l'atténuation et l'engagement, en fonction de notre évaluation des risques.

Seuils d'exclusion de Candriam

Les entreprises :

Nous excluons les entreprises de notre univers d'investissement ESG lorsque nous considérons que les risques liés aux droits de l'homme sont trop élevés et mal atténués.

Nos analystes évaluent soigneusement les avantages potentiels des activités commerciales dans les pays à régime oppressif répertoriés par rapport aux risques de soutenir potentiellement les gouvernements dans leurs pratiques antidémocratiques. En d'autres termes, ils comparent le préjudice causé par une entreprise opérant dans un régime oppressif avec ce que ces opérations apportent à l'ensemble des parties prenantes. Nous analysons quatre piliers les plus matériels qui permettent d'évaluer le risque lié à la présence d'une entreprise dans ces régimes oppressifs identifiés, à savoir :

- le niveau d'exposition d'une entreprise (actifs dans le pays, ventes sur le marché, exposition de la chaîne d'approvisionnement) ;
- la nature des produits et services (si, par exemple, les technologies de surveillance, les systèmes de gestion des données ou les réseaux mobiles sont utilisés par le régime pour imposer son autorité) ;
- les contreparties (les relations avec les autorités, risques de corruption etc.), et
- les garanties minimales (y compris celles mises en œuvre par l'entreprise ainsi que celles spécifiques au pays).

Pour certaines industries, notamment le pétrole et le gaz, nous évaluerons le type de contrat (par exemple, si les licences d'exploration des ressources naturelles bénéficient à l'État ou aux communautés locales).

Nous excluons les entreprises qui tirent plus de 10% de leurs revenus d'activités dans des régimes oppressifs. Certaines exceptions peuvent s'appliquer. Par exemple, les entreprises peuvent ne pas être exclues si elles ont annoncé la suspension de leurs activités dans le pays en question ou leur intention de le quitter. Nous nous engageons auprès des entreprises qui tirent entre 5% et 10% de leurs revenus de ces activités. Pour quelques pays considérés comme des régimes très oppressifs, nous considérons que toute activité peut avoir un impact négatif.

Les gouvernements :

La dette émise par des entités souveraines ou quasi-souveraines qui figurent sur la liste des régimes oppressifs n'est pas éligible à l'investissement dans les stratégies soumises à notre politique d'exclusion de niveau 2B.

4.11. Analyse normative

L'analyse normative de Candriam détermine si une entreprise se conforme aux 10 principes du United Nations Global Compact pour chacune des principales catégories de : **Droits de l'homme (DH), Droits du travail (D), Environnement (ENV) et lutte contre la corruption (COR).**

Les informations concernant les incidents ou les violations des normes internationales actuels, présumés et/ou connexes sont collectées par le biais de recherches externes combinées à des analyses internes effectuées par nos analystes ESG.

Après l'identification de toute violation des principes du Pacte mondial, l'analyse utilise plusieurs paramètres pour évaluer la gravité et l'ampleur des violations :

- **Proximité temporelle** : quand l'incident s'est-il produit et combien de temps a-t-il duré ?
- **Magnitude** : quels sont les coûts financiers et les dommages environnementaux liés à l'incident ?
- **Crédibilité** : l'incident implique-t-il des allégations, des procédures judiciaires, etc.
- **Récurrence** : S'agit-il d'un incident ponctuel ou existe-t-il des preuves d'incidents répétés sur une période donnée ?

L'accent est mis également sur la réponse d'une entreprise lorsqu'un incident se produit. Une entreprise qui prend des mesures positives et responsables pour garantir que de futures violations ne se produisent pas est considérée plus favorablement qu'une entreprise qui ne reconnaît pas sa responsabilité et/ou ne prend aucune mesure corrective.

Sur la base de ces informations et conformément au cadre d'évaluation décrit ci-dessus, le code couleur est déterminé comme suit pour chacune des quatre catégories principales.

Green	- No evidence of repeated or significant violations of the Global Compact principles
Orange	- Evidence of repeated violations of the Global Compact principles but these do not appear to be significant; or - Evidence of significant violations of the Global Compact principles but these do not appear to be repetitive; or - Evidence of repeated and significant violations of the Global Compact principles, but the company has taken appropriate corrective measures/actions
Red	- Evident of repeated and significant violations of Global Compact principles and the organisation has no appropriate response/behaviour

La politique d'exclusion de *Niveau 2B* de Candriam exclut toutes les "entreprises à drapeau rouge", c'est-à-dire les entreprises ayant des controverses graves à très graves en termes d'impact, de durée, de fréquence et/ou d'absence de réponse de la part de la direction de l'entreprise.



5. Niveau 3 Exclusions ISR

La politique d'exclusion de Candriam *Niveau 3 ISR*³ aborde les questions environnementales et sociales par le biais d'un large éventail d'activités exclues. Ces activités comportent des risques pour l'environnement, notre santé, les Droits de l'Homme et d'autres objectifs environnementaux et sociaux.

La politique d'exclusion de Candriam *Niveau 3 ISR* s'applique aux investissements faits par Candriam à travers des positions longues en lignes directes dans des entreprises, des émetteurs souverains et des dérivés « single name ».

Cette politique cible les activités nuisibles qui, selon nous, ont un impact négatif important et présentent des risques sérieux tant du point de vue financier que du point de vue de la durabilité. L'exposition à ces activités présente des risques systémiques et de réputation importants pour les entreprises investies d'un point de vue économique ainsi qu'environnemental et social.

A travers la politique d'exclusion *Niveau 3 ISR*, Candriam exclut l'armement controversé, le tabac et le charbon thermique et encourage les tiers à faire de même.

En outre, la politique d'exclusion *Niveau 3 ISR* tient compte du fait que le changement climatique est le principal défi en matière de durabilité dans un avenir proche, et met donc l'accent sur les questions environnementales. L'objectif est de contribuer à la lutte contre le changement climatique en excluant les activités qui causent des dommages importants à l'environnement. Nous pensons que le fait de soutenir la durabilité environnementale de cette manière peut également entraîner des répercussions positives sur les questions sociales. L'exclusion de ces activités s'inscrit dans un cadre plus large de réduction des gaz à effet de serre, nécessaire si l'on veut que la température moyenne de la planète ne dépasse pas deux degrés Celsius par rapport aux niveaux préindustriels. Candriam a pris des mesures pour atténuer l'exposition aux risques liés au climat en réduisant son exposition aux activités d'entreprise les plus génératrices de gaz à effet de serre. Cela inclut, sans s'y limiter, les activités pétrolières, gazières et minières. Conformément à cette approche, Candriam est signataire de l'initiative "Net Zero Asset Managers".

La politique d'exclusion ISR de *Niveau 3* cible également un certain nombre d'activités qui, avec la montée progressive de l'investissement ESG, ne sont plus considérées comme pertinentes par de nombreux investisseurs durables et responsables en raison de leurs répercussions potentielles sur le bien-être humain, sociétal et animal. Il s'agit par exemple des contenus pour adultes, des armes conventionnelles, de l'alcool, des jeux de hasard, des OGM, de l'énergie nucléaire, de l'huile de palme et des tests sur les animaux.

³ Veuillez noter que les exclusions de la politique d'exclusions de *Niveau 3 ISR* de Candriam ne sont pas nécessairement mises en œuvre dans le cas d'investissements dans des ETF, des fonds indiciels ou d'autres instruments financiers liés à des indices, tels que des dérivés sur indice. Par conséquent, un fonds soumis à la politique d'exclusion de *Niveau 3 ISR* peut avoir une exposition indirecte à certaines des activités mentionnées dans la politique, si les investissements dans ces activités sont effectués par le biais des types de véhicules susmentionnés.

L'ensemble des activités exclues en vertu de la politique d'exclusion de Candriam *Level 3 SRI*, et leurs seuils ou critères d'exclusion respectifs, sont indiqués ci-dessous.

Seuil / critères d'exclusion ¹	
Exclusions d'activités controversées des entreprises :	
Armements controversés	<ul style="list-style-type: none"> • Toute implication dans : mines terrestres anti-personnel ; bombes à fragmentation ; uranium appauvri ; armes chimiques ; armes biologiques • Toute implication dans les armes nucléaires et le phosphore blanc
Charbon thermique	<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 5 % des revenus • Entreprises développant de nouveaux projets
Tabac	<ul style="list-style-type: none"> • Production : toute participation • Distribution : seuil de 5 % des recettes
Armements conventionnels	<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 3 % des revenus
Production d'électricité	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprises ayant de nouveaux projets basés sur le charbon ou le nucléaire • Intensité de carbone supérieure à 354gCO₂/kWh <p>Si l'intensité de carbone n'est pas disponible :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aucun engagement aligné sur l'Accord de Paris • Entreprises sans nouveau projet basé sur l'énergie durable
Pétrole et gaz	Pétrole et gaz non conventionnels :
	<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 5 % des revenus • Entreprises développant de nouveaux projets
Activités des entreprises dans les régimes oppressifs	Pétrole et gaz conventionnels :
	<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 5 % des revenus
Contenu pour adultes	<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 5 % des revenus
Alcool	<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 10 % des revenus
Expérimentation sur les animaux	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune politique responsable et aucune obligation légale de test
Jeux de hasard	<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 5 % des revenus
OGM	<ul style="list-style-type: none"> • 10% et aucune politique responsable
Énergie nucléaire	<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 30 % des revenus²
Huile de palme	Producteurs/distributeurs qui :
	<ul style="list-style-type: none"> • Ne sont pas membres de la RSPO³ et tirent entre 0 et 5 % de leurs revenus de l'huile de palme, dont moins de 20 % est de l'huile de palme certifiée par la RSPO, et qui n'ont pas mis en place de politique de déforestation ; ou • Ne sont pas membres de la RSPO et tirent plus de 5 % de leurs revenus de l'huile de palme, dont moins de 50 % est de l'huile de palme certifiée RSPO, et qui n'ont pas mis en place de politique de déforestation
Exploitation minière	Acheteurs qui :
	<ul style="list-style-type: none"> • Ne sont pas membres de la RSPO et dont les revenus dépendent à plus de 5 % de l'huile de palme, dont moins de 50 % est de l'huile de palme certifiée RSPO, et qui n'ont pas de politique de déforestation
Exclusion des émetteurs souverains :	
Régimes oppressifs	Dettes des émetteurs souverains ou quasi-souverains figurant sur la liste des régimes oppressifs de Candriam
Exclusions normatives :	
Normes	Entreprises à drapeau rouge : entreprises ayant obtenu la note "rouge" pour l'un des quatre piliers de l'UNGC ⁵

¹ Les politiques d'exclusion de Candriam sont soumises aux contraintes inhérentes à la disponibilité des données ESG et aux méthodologies de données sous-jacentes. Par conséquent, les seuils sont analysés et mis en œuvre dans la mesure du possible.

² Le seuil s'applique indépendamment de l'intensité de carbone.

³ RSPO: Roundtable on Sustainable Palm Oil

⁴ UNGP : United Nations Guiding Principles

⁵ UNGC : United Nations Global Compact

Veillez trouver ci-dessous de plus amples détails sur l'approche de Candriam et les seuils d'exclusion appliqués à chacune de ces activités controversées.

5.1. Armement

L'approche de Candriam

Participation directe ou indirecte

Dans l'évaluation de l'armement en tant qu'activité controversée, nous distinguons l'implication directe et indirecte :

- **Participation directe** : Une entreprise est considérée comme directement impliquée dans les systèmes d'armement lorsqu'elle produit / fabrique / fournit des services / vend / commercialise :
 - Systèmes d'armes complets ;
 - Composants critiques d'un système d'armement ;
 - Services essentiels liés à un système d'armement.

Les composants et services sont considérés comme des composants / services critiques lorsqu'ils remplissent les deux conditions suivantes :

- Les composants/services sont spécifiquement conçus pour être utilisés dans un système d'armement ou en relation avec celui-ci ;
- Les composants/services jouent un rôle dans la létalité des systèmes d'armes. Dans ce cas, les composants et les services sont appelés "composants et services clés".

Les composants et services vendus aux clients militaires qui ne sont pas spécifiquement conçus pour les systèmes d'armement et qui ne sont pas des composants clés des systèmes d'armement entrent dans la catégorie de "biens et/ou services à double usage ou à usage général". Ils comprennent notamment : équipements & services de restauration, produits de logement & services, équipements de transport & services, uniformes, services de publicité, ordinateurs de bureau, services de nettoyage, équipements électriques & services, assurance services, l'organisation de foires d'armes, etc.

- **Participation indirecte** : Une entreprise peut être indirectement impliquée dans l'armement par le biais d'une participation, c'est-à-dire lorsqu'une entreprise possède des actions dans d'autres entreprises qui sont directement impliquées dans les systèmes d'armement et leurs composants/services critiques.

Armements conventionnels v s . controversés

Par ailleurs, lorsqu'il s'agit d'évaluer l'implication d'une entreprise dans l'armement, l'approche de Candriam prend également en compte le type de l'armement. L'approche de Candriam distingue donc entre **les armements conventionnels** et **les armements controversés**.

Selon l'approche actuelle de Candriam, les armements controversés sont : Mines terrestres anti-personnel ; bombes à fragmentation ; armes nucléaires ; armes et blindages à l'uranium appauvri ; armes chimiques ; armes biologiques ;

phosphore blanc. Ces armements ont été identifiés comme des armements controversés car ils ont fait l'objet de critiques considérables au regard de trois critères :

- La nature indiscriminée des armes au moment de leur utilisation : c'est-à-dire lorsque l'arme utilisée ne frappe pas seulement des cibles militaires mais est également susceptible de faire des victimes civiles, d'endommager des infrastructures civiles et de causer d'autres dommages collatéraux ;
- Être identifiés comme des systèmes d'armes qui causent à la fois des blessures superflues et des souffrances inutiles ;
- Les impacts humanitaires potentiels à long terme de ces armements, qui peuvent avoir une incidence négative sur la santé humaine et entraver le développement et la reconstruction d'anciennes régions touchées par la guerre.

Pour plus d'informations sur notre méthodologie et les fournisseurs de données pour les armements, veuillez-vous référer à l'annexe.

Seuils d'exclusion de Candriam

Au niveau des entreprises, Candriam exclut de tous ses investissements toutes les entreprises qui :

- Sont directement impliqués dans le développement, la production, les essais, l'entretien et la vente d'une ou plusieurs des armes controversées suivantes mines terrestres antipersonnel, bombes à fragmentation, armes nucléaires, uranium appauvri, armes chimiques, armes biologiques ou phosphore blanc, indépendamment des ventes/recettes ;
- Les entreprises qui détiennent une participation (actionnariat) de plus de 50% dans toute entreprise directement impliquée dans ces armements controversés.

5.2. Tabac

L'approche de Candriam

Candriam reconnaît que la consommation et l'utilisation de produits du tabac en toute quantité entraîne des problèmes de société et de santé négatifs et constitue une cause majeure de décès.

Les produits du tabac fabriqués et vendus au détail par les entreprises comprennent les cigarettes et les cigares, ainsi que d'autres produits tels que le tabac à mâcher, le tabac à priser et le tabac à tremper. Les cigarettes représentent la part la plus importante des produits du tabac fabriqués.

Seuils d'exclusion de Candriam

Notre politique exclut toutes les entreprises directement impliquées dans l'industrie du tabac qui tirent des revenus de la fabrication ou plus de 5% de leurs revenus de la vente au détail de produits du tabac.

Candriam ne sanctionne pas a priori les entreprises indirectement impliquées dans l'industrie du tabac par le biais de produits de soutien et/ou services (par exemple, fournisseurs d'emballages matériaux) car leurs opérations ne

sont pas uniquement orientées vers l'industrie du tabac. Toutefois, si les entreprises ont développé des produits et des systèmes de production adaptés à l'industrie du tabac, elles seront exclues.

5.3. Charbon thermique

L'approche de Candriam

L'exploration, l'extraction, le traitement, le transport et la distribution sont considérés comme une implication directe dans l'industrie du charbon thermique. Étant donné l'absence d'alternatives au charbon métallurgique dans la production d'acier, le charbon métallurgique n'est pas considéré comme exclu. La synthèse de combustible liquide ou gazéifié à partir de charbon est également exclue dans la mesure du possible, compte tenu des difficultés liées à la fiabilité des données.

Seuils d'exclusion de Candriam

Candriam exclut de ses investissements toutes les entreprises qui sont directement impliquées dans l'industrie du charbon thermique et qui tirent plus de 5% de leurs revenus du charbon.

L'exclusion des entreprises développant de nouveaux projets est appréciée sans seuil de revenu minimum.

Les nouveaux projets sont considérés comme effectifs lorsque la décision finale d'investissement (FID) a été prise. Certaines situations antérieures à la mise en service effective (autorisation, annonce) peuvent également déclencher des exclusions au cas par cas.

Nous reconnaissons que la transition vers l'objectif net zero est un long parcours, avec des défis socio-économiques qui y sont associés. Si cette réalité doit être prise en compte, elle ne doit pas être une raison pour s'éloigner des trajectoires scientifiques alignées sur l'Accord de Paris. Ainsi, les entreprises qui tirent entre 5 % et 10 % de leurs revenus de la production d'électricité à partir du charbon ne peuvent être investies que si elles remplissent les trois conditions mentionnées ci-dessous, qui sont essentielles pour démontrer leur alignement aux Accords de Paris :

- Ne pas développer de nouveaux projets liés au charbon tout en diminuant la part du charbon dans ses activités ;
- S'engager à éliminer totalement le charbon d'ici 2027 dans les pays développés, et d'ici 2030 dans les pays en voie de développement ;
- Avoir des émissions spécifiques de carbone issues de la production en ligne avec la trajectoire 1.5 Net Zero de l'AIE.

La réalisation des conditions susmentionnées doit faire l'objet d'un suivi constant par le biais d'un engagement spécifique.

5.4. Armements conventionnels

En plus des exclusions relatives à l'armement controversé mentionnées ci-dessus, les exclusions ISR de niveau 3 de Candriam excluent toutes les entreprises qui :

- Tirer plus de 3 % de leurs ventes/recettes totales de la production, de la fabrication, du commerce, des essais

ou de la maintenance d'armements conventionnels et/ou de composants/services critiques pour les armements conventionnels ;

- Détenir une participation (actionnariat) de plus de 10 % dans toute entreprise directement impliquée dans les armements conventionnels ou dans les armements controversés.

5.5. Contenu pour adultes

L'approche de Candriam

Nous avons choisi d'étendre la définition standard de "contenu pour adultes" au "contenu violent" (représentations d'actes d'agression physique d'un être humain contre un autre). Notre définition inclut donc tout contenu qui fournit du matériel qui n'est pas approprié pour tous les publics, c'est-à-dire qui fait appel à des pulsions de violence primaire ou fournit des représentations explicites de sujets sexuels.

Niveau d'exclusion du seuil de Candriam

Notre politique exclut tous les « pure players » dans le domaine du contenu pour adultes ainsi que toute entreprise qui tire plus de 5% de ses revenus du contenu pour adultes, que ce soit par le biais d'un actionnariat ou non.

5.6. Alcool

L'approche de Candriam

Candriam reconnaît sur que la consommation et l'utilisation excessives et chroniques de produits alcoolisés peuvent entraîner des problèmes de société tels que des problèmes de santé et des accidents de la route. L'exposition des entreprises à la fabrication et/ou à la vente de produits alcoolisés est systématiquement évaluée lorsqu'une entreprise est examinée sous l'angle ESG.

Seuils d'exclusion de Candriam

Notre politique exclut les entreprises directement impliquées dans l'alcool - c'est-à-dire les brasseurs, les distillateurs, les viticulteurs, les détaillants, les propriétaires et les exploitants d'établissements d'alcool, les restaurants qui servent de l'alcool - ainsi que les détaillants d'alcool qui tirent plus de 10% de leurs revenus de la fabrication ou de la vente de produits alcoolisés.

5.7. Expérimentation sur les animaux

L'approche de Candriam

Candriam encourage l'utilisation de méthodes alternatives pour remplacer l'expérimentation animale chaque fois que la capacité de à évaluer la sécurité d'un produit n'est pas compromise. Néanmoins, Candriam reconnaît également que, si les méthodes alternatives peuvent servir à évaluer si un nouveau composé a l'effet souhaité sur des cellules ou des tissus isolés et peuvent être utiles pour le dépistage et les premières étapes de l'identification des dangers, elles ne peuvent pas systématiquement remplacer la recherche in vivo. Ainsi, la recherche sur les animaux peut combler le fossé entre les méthodes non animales et les tests sur l'homme.

Candriam privilégie donc l'investissement durable et responsable dans les entreprises impliquées dans l'expérimentation animale qui abordent de manière exhaustive (dans une politique responsable) et se conforment aux principes des "trois R" de : Remplacement, Reduction and Raffinement, qui cherchent à utiliser des méthodes alternatives, à réduire le nombre d'animaux utilisés et à minimiser la douleur et la détresse des animaux.

Seuils d'exclusion de Candriam

Notre politique exclut toutes les entreprises qui effectuent des tests sur les animaux pour les produits pour lesquels :

- Il n'y a pas d'obligation légale et l'entreprise n'a pas de politique responsable (la politique des trois R) ; ou
- L'expérimentation animale est interdite.

5.8. Jeux de hasard

L'approche de Candriam

Candriam reconnaît la nature controversée des jeux d'argent ainsi que la vulnérabilité des parties prenantes qui s'adonnent à cette activité. Pour les entreprises respectant le seuil défini mentionné ci-dessous, mais qui sont plus activement impliquées dans les jeux d'argent et/ou la fabrication de produits de jeux d'argent (jeux), nous évaluons si ces entreprises traitent de manière exhaustive les risques liés aux produits et surveillent les pratiques de vente afin de protéger les consommateurs vulnérables, tels que les mineurs.

A cette fin, pour les entreprises qui respectent le seuil déterminé, nous pouvons également prendre en considération si elles ont mis en place une politique responsable comme suit :

- Pour les entreprises **directement impliquées** dans les jeux d'argent (fabricants de machines ou de logiciels, casinos, loteries, bookmakers, sites web de jeux d'argent, points de vente avec machines à sous, émissions sur les jeux d'argent), nous vérifions si elles ont une politique qui traite de la conception, de la transparence comportementale et du support client ;
- Pour les entreprises indirectement impliquées dans les jeux d'argent par le biais de services intermédiaires d'accès aux jeux d'argent (par exemple, les fournisseurs de services de paiement en ligne, les détaillants généralistes, les aéroports hébergeant des produits de jeux d'argent), nous vérifions si elles ont une politique visant à offrir une meilleure protection des consommateurs (par exemple, un accès limité aux "canaux de jeux d'argent" par un accès par mot de passe).

L'établissement d'une politique n'est pas un critère strict, mais il nous donne un aperçu supplémentaire des pratiques responsables d'une entreprise.

Seuils d'exclusion de Candriam

Notre politique exclut les entreprises directement ou indirectement impliquées qui tirent plus de 5 % de leurs revenus totaux (même par le biais de participations) des activités de jeux de hasard.

5.9. Modifications génétiques

L'approche de Candriam

Un organisme génétiquement modifié (OGM) est un organisme dont le matériel génétique a été modifié d'une manière qui ne se produit pas naturellement par accouplement et/ou recombinaison naturelle.

Candriam reconnaît les incertitudes entourant la production et l'utilisation des OGM et adopte par conséquent une approche équilibrée. L'évaluation de cette activité repose sur l'exposition aux OGM, l'existence d'une politique responsable et le respect des conventions internationales sur les OGM.

Les caractéristiques d'une politique responsable dépendent du secteur considéré :

- Les entreprises des secteurs de l'alimentation, des boissons et du tabac ou de la distribution alimentaire et de biens de consommation de première nécessité devraient au moins mettre en place, dans le cadre de leur politique responsable, des procédures claires d'étiquetage et de traçabilité pour fournir aux consommateurs une base nécessaire à la prise de décision d'achat. L'étiquetage de ces produits doit être compréhensible, et fournir des informations utiles. En outre, les entreprises doivent s'assurer que leurs fournisseurs respectent des directives strictes ;
- Les entreprises des secteurs de la chimie, de la pharmacie, de l'agriculture, de la biotechnologie ou de la santé doivent au minimum reconnaître le caractère dangereux des OGM, se conformer à la loi, effectuer une évaluation complète des risques et assurer une utilisation contrôlée en matière de Recherche et Développement.

Bien que les entreprises des secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, des loisirs et des transporteurs soient susceptibles de vendre des produits contenant des organismes génétiquement modifiés, en fonction de la localisation géographique de leurs activités, Candriam ne les sanctionne pas a priori car la manière dont elles sont impactées par les OGM est très limitée.

Seuils d'exclusion de Candriam

La politique d'exclusion ISR de Niveau 3 exclut toutes les entreprises directement impliquées dans les OGM qui :

- Tirer plus de 10 % de leurs revenus d'activités d'OGM sans la présence d'une politique responsable applicable telle que décrite ci-dessus ; ou
- Sont responsables de violations significatives, systématiques et répétées des conventions internationales concernant les OGM

5.10. Régimes oppressifs : Activités des entreprises et émetteurs souverains

L'approche de Candriam

La liste des régimes oppressifs de Candriam comprend des pays dans lesquels les droits de l'homme sont gravement violés de manière régulière, les libertés fondamentales sont systématiquement niées et la sécurité des personnes n'est pas garantie en raison de la défaillance des gouvernements et de manquements

systématiques à l'éthique. Nous examinons également avec une extrême attention les États totalitaires ou les pays dans lesquels le gouvernement est impliqué dans une guerre contre son propre peuple. Pour établir la liste des régimes oppressifs, nous utilisons des données fournies par des sources externes, telles que l'indice de liberté dans le monde de Freedom House, les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale et l'indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit, qui éclairent notre examen qualitatif des pays non démocratiques.

Pour cette liste de pays, les analystes de Candriam ont développé des procédures qui s'appliquent tant aux émetteurs souverains qu'aux entreprises. Elles comprennent l'exclusion, l'atténuation et l'engagement, en fonction de notre évaluation des risques.

Seuils d'exclusion de Candriam

Les entreprises :

Nous excluons les entreprises de notre univers d'investissement ESG lorsque nous considérons que les risques liés aux droits de l'homme sont trop élevés et mal atténués.

Nos analystes évaluent soigneusement les avantages potentiels des activités commerciales dans les pays à régime oppressif répertoriés par rapport aux risques de soutenir potentiellement les gouvernements dans leurs pratiques antidémocratiques. En d'autres termes, ils comparent le préjudice causé par une entreprise opérant dans un régime oppressif avec ce que ces opérations apportent à l'ensemble des parties prenantes. Nous analysons quatre piliers les plus matériels qui permettent d'évaluer le risque lié à la présence d'une entreprise dans ces régimes oppressifs identifiés, à savoir :

- le niveau d'exposition d'une entreprise (actifs dans le pays, ventes sur le marché, exposition de la chaîne d'approvisionnement) ;
- la nature des produits et services (si, par exemple, les technologies de surveillance, les systèmes de gestion des données ou les réseaux mobiles sont utilisés par le régime pour imposer son autorité) ;
- les contreparties (les relations avec les autorités, risques de corruption etc.), et
- les garanties minimales (y compris celles mises en œuvre par l'entreprise ainsi que celles spécifiques au pays).

Pour certaines industries, notamment le pétrole et le gaz, nous évaluons le type de contrat (par exemple, si les licences d'exploration des ressources naturelles bénéficient à l'État ou aux communautés locales).

Nous excluons les entreprises qui tirent plus de 10% de leurs revenus d'activités dans des régimes oppressifs. Certaines exceptions peuvent s'appliquer. Par exemple, les entreprises peuvent ne pas être exclues si elles ont annoncé la suspension de leurs activités dans le pays en question ou leur intention de le quitter. Nous nous engageons auprès des entreprises qui tirent entre 5% et 10% de leurs revenus de ces activités. Pour quelques pays considérés comme des régimes très oppressifs, nous considérons que toute activité peut avoir un impact négatif.

Les gouvernements :

La dette émise par des entités souveraines ou quasi-souveraines figurant sur la liste des régimes oppressifs n'est pas éligible à l'investissement dans les stratégies soumises à notre politique d'exclusion ISR de niveau 3.

5.11. Pétrole et gaz

L'approche de Candriam

Dans l'évaluation des sources d'énergie, nous pensons qu'une distinction doit être faite entre l'approvisionnement en pétrole et en gaz provenant d'une extraction conventionnelle et non conventionnelle. La principale différence résulte des techniques requises pour l'extraction et de la nature du réservoir.

Le pétrole et le gaz conventionnels sont issus de formations plus simples à extraire, contrairement au pétrole et au gaz non conventionnels qui nécessitent des méthodes d'extraction complexes ayant des effets négatifs sur l'environnement. L'extraction de ressources non conventionnelles tend à nécessiter plus d'énergie ainsi que plus d'eau et de produits chimiques dans le cas des techniques de fracturation hydraulique. En tant que telles, les méthodes non conventionnelles sont plus gourmandes en carbone et en eau que les projets conventionnels. Selon le type de ressource, les méthodes non conventionnelles peuvent également entraîner une plus grande perturbation des terres (y compris la déforestation) et des niveaux plus élevés d'eaux usées.

Nous classons les activités et les sources suivantes dans les catégories suivantes :

- **Extraction de pétrole et de gaz non conventionnels** : l'extraction de sables bitumineux, de gaz/pétrole de schiste, de gaz/pétrole de réservoir compact, de méthane de houille et le forage dans l'Arctique ;
- **Extraction conventionnelle de pétrole et de gaz** : pétrole conventionnel et gaz naturel conventionnel, y compris les condensats de gaz naturel.

Candriam reconnaît que la transition vers une économie à faible émission de carbone demande du temps. Pour cette raison, notre approche prend également en considération la stratégie de transition énergétique des entreprises impliquées dans l'industrie conventionnelle du pétrole et du gaz, avec des seuils très clairs et ambitieux qui sont conformes aux trajectoires alignées sur l'Accord de Paris. L'exposition au pétrole et au gaz non conventionnels, en revanche, est considérée comme incompatible avec la transition énergétique en raison des impacts environnementaux négatifs associés.

Niveau d'exclusion du seuil de Candriam

Candriam exclut les entreprises qui tirent plus de 5 % de leurs revenus de l'exploration, de la production, du raffinage et du transport de pétrole et de gaz conventionnels et non conventionnels. Candriam exclut également les entreprises qui tirent plus de 50% de leurs revenus dans l'approvisionnement d'équipements et de services dédiés à l'industrie pétrolière et gazière. Seules les entreprises évaluées comme "atteignant l'objectif Net Zero" ou étant « alignées à la trajectoire Net Zero » sur base de notre cadre d'analyse de l'alignement Net Zero peuvent être éligibles, à condition qu'elles tirent moins de 5% de leurs revenus du pétrole et gaz non conventionnels et qu'elles répondent aux attentes très strictes de notre cadre d'évaluation à l'alignement Net Zero.

L'exclusion des entreprises développant de nouveaux projets de pétrole et de gaz non conventionnels est mise en œuvre sans seuil de revenu minimum.

Les nouveaux projets sont considérés comme effectifs lorsque la décision finale d'investissement (FID) a été prise. Certaines situations antérieures à la mise en service effective (autorisation, annonce) peuvent également déclencher des exclusions au cas par cas.

5.12. Production d'électricité

L'approche de Candriam

Le niveau d'émissions variant selon les sources de production d'électricité, il est important d'évaluer le niveau de gaz à effet de serre émis par kWh pour mesurer l'alignement des entreprises sur une trajectoire 2°C. C'est pourquoi nous intégrons l'intensité carbone des producteurs d'électricité dans notre évaluation de la durabilité.

Les données sur l'intensité carbone des émetteurs n'étant pas toujours disponibles, nous avons établi d'autres indicateurs démontrant l'alignement d'un émetteur sur l'Accord de Paris. En effet, dans l'analyse des producteurs d'électricité, nous évaluons également s'ils sont sur une voie de transition conforme aux objectifs de l'Accord de Paris et à un scénario à 2°C, en nous basant sur d'autres paramètres tels que les plans d'investissement et la crédibilité des objectifs de zéro net. Les paramètres utilisés sont prospectifs et évoluent dans le temps pour tenir compte de l'évolution des entreprises vers une voie de transition.

Candriam estime que l'utilisation croissante du charbon dans la production d'électricité n'est pas conforme à l'Accord de Paris. D'autre part, si Candriam considère l'énergie nucléaire comme une solution intermédiaire, nous reconnaissons les risques financiers ainsi que les controverses qui l'entourent. En particulier en raison de la très faible probabilité mais de l'impact potentiel élevé des accidents et des problèmes liés à l'élimination à long terme des déchets nucléaires.

Seuils d'exclusion de Candriam

Candriam exclut de tous ses investissements les entreprises productrices d'électricité dont l'intensité de carbone est supérieure à 354 gCO₂/kWh pour 2023, ou dont la tendance est à l'augmentation de la capacité de production d'électricité à partir du charbon et du nucléaire.

Si aucune donnée sur l'intensité de carbone des producteurs d'électricité n'est disponible, nous recherchons des sources alternatives d'information et de démonstration de bonnes pratiques. Le bouquet énergétique est un indicateur significatif mais non suffisant. Il est nécessaire que l'utilisation du charbon thermique dans la production d'électricité n'augmente pas, contrairement à l'utilisation des énergies renouvelables, tant en production qu'en capacité. En outre, l'alignement sur l'Accord de Paris doit être démontré, notamment par un objectif SBTi solide, une utilisation suffisante de ses dépenses d'investissement à cette fin ou le fait de tirer la majeure partie de ses revenus de l'utilisation d'énergies renouvelables dans la production d'électricité.

5.13. Exploitation minière

Candriam reconnaît que, tout en jouant un rôle clé dans nos économies modernes et dans la transition, les activités minières sont confrontées à d'énormes défis environnementaux et sociaux. L'extraction des minéraux et des métaux a toujours été associée à des impacts durables et parfois irréversibles sur les écosystèmes et les communautés locales. Il est donc absolument crucial de veiller à ce que les activités minières soient menées de manière responsable et en tenant compte de toutes les parties prenantes.

Notre politique exclut toutes les entreprises directement impliquées dans l'extraction et la fusion de métaux et de minéraux qui :

- N'ont pas mis en place de systèmes de gestion des risques ESG pertinents, conformément aux normes internationales largement reconnues telles que les Principes directeurs des Nations unies, les PVSDH et les Lignes directrices de l'OCDE ;
- Ont été reconnus coupables de graves controverses ESG.

5.14. Huile de palme

L'approche de Candriam

Candriam reconnaît que la production, le traitement, la vente et/ou l'utilisation de l'huile de palme ont une chaîne de valeur très complexe et ont été liés à la déforestation (y compris les activités de défrichage, la conversion des tourbières) et à la perte de biodiversité dans le monde. La déforestation liée aux chaînes d'approvisionnement en huile de palme entraîne des impacts environnementaux dévastateurs tels que : la disparition des forêts et la perte des habitats des animaux (par exemple, les rhinocéros, les éléphants, les tigres et les orangs-outans d'Asie), en particulier dans les régions d'Asie du Sud-Est d'où proviennent 85 % de la production mondiale d'huile de palme. Divers rapports sur le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes de valeur de l'huile de palme sont également répandus, depuis les plantations, les usines, les raffineries jusqu'à la fabrication de produits alimentaires et/ou non alimentaires.

Malgré cela, Candriam reconnaît que l'huile de palme reste un ingrédient inestimable dans une variété de produits alimentaires et non alimentaires, étant donné ses rendements relativement élevés par rapport à toute autre culture oléagineuse. Il est possible de produire jusqu'à 20 fois plus d'huile par hectare à partir du palmier par rapport à d'autres cultures oléagineuses.³ Il représente environ 40 % de la demande annuelle mondiale actuelle d'huile végétale pour l'alimentation humaine et animale et comme carburant.⁴

Candriam considère comme producteurs et distributeurs d'huile de palme les entreprises dont les activités commerciales sont principalement **la production, la fabrication ou la distribution/vente** de produits à base d'huile de palme. Sont considérées comme des acheteurs d'huile de palme toutes les entreprises dont les activités commerciales consomment ou utilisent principalement de l'huile de palme pour la production ou l'inclusion comme ingrédients dans les produits finis que ces entreprises vendent.

³<https://ourworldindata.org/palm-oil>

⁴<https://publications.jrc.ec.europa.eu>

Seuils d'exclusion de Candriam

L'exposition des entreprises aux controverses liées à l'huile de palme et aux risques de déforestation et/ou de biodiversité est systématiquement évaluée sur la base de divers éléments qui donnent des assurances quant aux pratiques de production et de consommation durables de l'huile de palme. Ces éléments comprennent :

1. Le total des revenus provenant de la production, de la distribution ou des ingrédients de l'huile de palme ;
2. Adhésion/affiliation à la RSPO ;
3. Pourcentage d'huile de palme certifiée, et
4. La présence d'une politique de déforestation.

Nous reconnaissons que l'efficacité et la crédibilité de la certification durable de l'huile de palme ont été débattues par certaines parties prenantes. En effet, cette certification ne sert que d'outil dans la boîte à outils de la diligence raisonnable de la chaîne d'approvisionnement. Par conséquent, les éléments ci-dessus sont des critères primaires, mais non exhaustifs. **Nous intégrons également des vérifications supplémentaires basées sur une approche de type "best effort" dans l'évaluation de l'exposition de l'entreprise liée à l'huile de palme aux controverses sur l'utilisation des terres et la biodiversité et de leur diligence raisonnable globale.**

Notre politique exclut les producteurs et les distributeurs qui :

- Ne sont pas membres de la RSPO et tirent entre 0 et 5 % de leurs revenus de l'huile de palme, dont moins de 20 % est de l'huile de palme certifiée RSPO, et qui n'ont pas de politique de déforestation en place ; ou
- Ne sont pas membres de la RSPO et tirent plus de 5 % de leurs revenus de l'huile de palme, dont moins de 50 % est de l'huile de palme certifiée RSPO, et qui n'ont pas mis en place de politique de déforestation.

Notre politique exclut également les acheteurs qui ne sont pas membres de la RSPO et dont les revenus dépendent de l'huile de palme pour plus de 5 %, avec moins de 50 % de cette huile étant de l'huile de palme certifiée RSPO, et qui n'ont pas de politique de déforestation.

Veillez noter que nous excluons systématiquement les entreprises qui ont un lien évident avec la dépendance à l'huile de palme, mais qui ne divulguent pas leurs revenus dépendants et les pourcentages d'huile de palme certifiée, ni les preuves d'une politique de déforestation.

En plus de cette politique, l'exposition d'une entreprise aux activités liées à l'huile de palme est également évaluée sur la base des controverses pertinentes dans lesquelles l'entreprise a été prétendument impliquée, et de la réactivité de l'entreprise à traiter, atténuer et remédier à ces controverses. Tout cela permet d'ajouter une couche supplémentaire de contrôle pour les entreprises qui relèvent des activités de Candriam.

En outre, dans notre analyse fondée sur les normes, une attention particulière est accordée aux éventuelles violations des principes du Pacte mondial relatifs à l'environnement et aux droits de l'homme dans le cadre des activités des entreprises exposées à l'huile de palme.

5.15. Énergie nucléaire

L'approche de Candriam

Malgré les avantages de l'énergie nucléaire en tant qu'énergie à faible émission de carbone- et à faible coût marginal- (par rapport à au charbon, par exemple) qui réduit le risque d'insécurité de l'approvisionnement, l'utilisation de l'énergie nucléaire en tant qu'alternative viable et durable aux autres formes d'énergie fait l'objet d'une importante controverse en raison des risques significatifs pour l'environnement, la sûreté et la sécurité et des responsabilités liées à la réaction nucléaire, aux déchets nucléaires, au déclassement des centrales et à la prolifération du combustible nucléaire.

L'énergie nucléaire, aussi longtemps que qu'elle est exploitée dans les plus hautes conditions de sûreté/sécurité, est actuellement une alternative éprouvée et nécessaire aux combustibles fossiles et fera partie du paysage énergétique de ce siècle. Toutefois, Candriam reconnaît que les avantages de l'énergie nucléaire en termes d'atténuation du changement climatique et de sécurité d'approvisionnement sont contrebalancés par des risques importants en matière de sûreté, d'environnement et de sécurité.

Seuils d'exclusion de Candriam

Candriam exclut toutes les entreprises qui, directement ou indirectement, tirent plus de 30% de leurs revenus de l'extraction, de la conversion et de l'enrichissement de l'uranium pour produire du combustible nucléaire, de l'irradiation du combustible dans un réacteur nucléaire et/ou du retraitement/de l'élimination du combustible nucléaire usé et d'autres déchets nucléaires.

5.16. Analyse normative

L'analyse basée sur les normes détermine si une entreprise respecte les 10 principes du Pacte mondial des Nations unies pour chacune des principales catégories : **Droits de l'homme (DH)**, **Droits du travail (D)**, **Environnement (ENV) et lutte contre la corruption (COR)**.

Les informations concernant les incidents ou les violations des normes internationales actuels, présumés et/ou connexes sont collectées par le biais de recherches externes combinées à des analyses internes effectuées par nos analystes ESG.

Après l'identification de toute violation des principes du Pacte mondial, l'analyse utilise plusieurs paramètres pour évaluer la gravité et l'ampleur des violations :

- **Proximité temporelle** : quand l'incident s'est-il produit et combien de temps a-t-il duré ?
- **Magnitude** : quels sont les coûts financiers et les dommages environnementaux liés à l'incident ?
- **Crédibilité** : l'incident implique-t-il des allégations, des procédures judiciaires, etc.
- **Récurrence** : s'agit-il d'un incident unique ou existe-t-il des preuves d'incidents répétés sur une période donnée ?

L'accent est mis également sur la réponse d'une entreprise lorsqu'un incident se produit. Une entreprise qui

prend des mesures positives et responsables pour garantir que de futures violations ne se produisent pas est considérée plus favorablement qu'une entreprise qui ne reconnaît pas sa responsabilité et/ou ne prend aucune mesure corrective.

Sur la base de ces informations et conformément au cadre d'évaluation décrit ci-dessus, le code couleur est déterminé comme suit pour chacune des quatre catégories principales.

Green	- No evidence of repeated or significant violations of the Global Compact principles
Orange	<ul style="list-style-type: none"> - Evidence of repeated violations of the Global Compact principles but these do not appear to be significant; or - Evidence of significant violations of the Global Compact principles but these do not appear to be repetitive; or - Evidence of repeated and significant violations of the Global Compact principles, but the company has taken appropriate corrective measures/actions
Red	- Evident of repeated and significant violations of Global Compact principles and the organisation has no appropriate response/behaviour

La politique d'exclusion de *Niveau 3* de Candriam exclut toutes les "entreprises à drapeau rouge", c'est-à-dire les entreprises dont les controverses sont graves à très graves en termes d'impact, de durée, de fréquence et/ou d'absence de réponse de la part de la direction de l'entreprise.

6. Processus d'évaluation et mise en œuvre

Le processus de recherche et d'évaluation comprend trois étapes principales :

6.1. Identification de l'implication de l'entreprise dans des activités controversées

L'équipe ESG de Candriam effectue une analyse interne pour identifier l'implication des entreprises dans les activités controversées visées par notre politique. Nos analystes ESG utilisent diverses sources pour mener à bien leur analyse, notamment les informations fournies par des fournisseurs de recherche externes, des sources médiatiques et des ONG pour vérifier l'implication des entreprises.

6.2. Évaluation de l'implication de l'entreprise dans des activités controversées

L'implication de l'entreprise dans tout domaine d'activité controversé est évaluée sur un nombre de paramètres couvrant les variables suivantes :

- **Type de participation** : pour chaque entreprise analysée, le type d'implication (directe ou indirecte) est pris en compte (par exemple, propriétaires et exploitants, fabricants/producteurs, détaillants/fournisseurs, fourniture de produits ou services de soutien) ;
- **Niveau d'implication** : sur la base de l'approche par seuil appliquée à chaque type d'activité controversée, les revenus tirés de ces activités ou les capacités de production de celles-ci sont généralement utilisés comme principal indicateur d'implication ;
- **Politique responsable** : pour certaines activités controversées, outre le type et le niveau d'implication, il est également important de considérer comment l'entreprise aborde et considère ses activités potentiellement litigieuses. Par conséquent, la présence (ou l'absence) d'une politique responsable pertinente et ciblée qui reconnaît l'implication de l'entreprise dans une activité, ainsi que l'existence de systèmes et de pratiques visant à assurer son fonctionnement responsable, sont des éléments essentiels de l'évaluation

6.3. Jugement final de l'implication

L'objectif de cette dernière étape est de décider, sur la base des trois variables susmentionnées, de l'acceptabilité de l'implication d'une entreprise dans une ou plusieurs activités controversées. Les entreprises qui dépassent les niveaux acceptables de seront exclues de l'investissement de ce portefeuille.

7. Vues supplémentaires

7.1. Biodiversité

L'approche de Candriam

Candriam reconnaît l'importance de la biodiversité et son rôle clé dans divers secteurs. Les actions menées par les entreprises exposées à la biodiversité pouvant avoir des répercussions importantes sur notre planète et le bien-être humain, Candriam a pleinement intégré la biodiversité dans ses cadres ESG.

La biodiversité est prise en compte dans l'évaluation des parties prenantes et du modèle économique. Les activités ayant un impact négatif sur la biodiversité, par exemple les sables bitumineux dans le secteur du pétrole et du gaz, auront un score plus faible sur ce qui concerne l'exposition de leur modèle économique aux principaux défis du développement durable, ce qui influencera la décision finale de l'entreprise. Par exemple, les activités liées au coton et aux pesticides affecteront respectivement les défis clés du développement durable "Épuisement des ressources" et "Santé et bien-être". L'analyse des parties prenantes inclura également cet aspect en termes de comportement de l'entreprise et évaluera la stratégie de l'entreprise pour préserver la biodiversité du territoire lors de ses opérations. En outre, l'importance accordée à la biodiversité est ajustée dans les modèles sectoriels en fonction de leur pertinence matérielle. Par exemple, dans des secteurs tels que le pétrole et le gaz et les métaux et les mines, les indicateurs clés de performance liés à la biodiversité jouent un rôle important dans le modèle sectoriel ESG. Les entreprises ayant un impact négatif sont notées négativement dans notre cadre.

De plus, comme détaillé dans les exclusions ci-dessus, l'exposition des entreprises aux controverses liées à l'huile de palme et aux risques de déforestation et/ou de biodiversité est systématiquement évaluée sur la base de divers éléments qui donnent des assurances quant aux pratiques durables de production et de consommation d'huile de palme.

L'analyse normative de Candriam, basée sur les 10 principes du Pacte mondial des Nations Unies, tient également compte de la biodiversité dans son pilier "Environnement". Les violations significatives et répétées du Pacte mondial, y compris la biodiversité, qui sont identifiées sont sanctionnées et exclues.

7.2. Peine de mort

La punition des crimes par la peine de mort est une question controversée à l'échelle mondiale. Plusieurs conventions traitent de l'abolition de cette pratique, la principale étant le deuxième protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté par l'Assemblée générale des Nations unies le 15 décembre 1989. L'intention du Protocole est de refléter le fait que la peine de mort empiète sur le droit à la vie et le droit de ne pas être soumis à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par les Nations Unies en 1948. En outre, il est considéré que la peine de mort est irréversible, discriminatoire et parfois appliquée dans le cadre de systèmes judiciaires qui ne garantissent pas un procès équitable et la primauté de l'État de

droit.

Candriam reconnaît les préoccupations exprimées par la communauté internationale et soutient la lettre et l'esprit du deuxième protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Par conséquent, le fait qu'un pays soit signataire du protocole est contrôlé dans le cadre de l'audit régulier de durabilité des pays.

Candriam n'applique pas d'exclusion explicite basée sur la position d'un pays en matière de peine de mort. Notre approche prend en compte la ratification par un pays du deuxième protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ce qui fait partie de la note attribuée au thème des droits politiques et civils fondamentaux dans le cadre du pilier "capital social" de la méthodologie d'évaluation des pays de Candriam.

7.3. Fourrure

Candriam reconnaît que l'industrie de la fourrure est exposée à des risques éventuels liés à la protection des espèces menacées, au bien-être des animaux et à la pollution de l'environnement.

Les questions soulevées par l'utilisation de fourrure sont prises en compte dans Candriam Norms-Based et l'évaluation ESG globale d'une entreprise lorsqu'elle est jugée pertinente et applicable.

Les entreprises qui fabriquent des produits utilisant des espèces animales et végétales rares, menacées ou vulnérables (y compris les fourrures) sont notées très négativement dans le cadre ESG de Candriam. Les infractions identifiées du Pacte mondial, notamment les infractions environnementales, sont également sanctionnées.

7.4. Accaparement des terres

L'accaparement de terres fait référence à l'achat ou à la location de vastes étendues de terres, généralement dans les pays en développement, par des investisseurs (pays ou entreprises) pour garantir l'approvisionnement alimentaire à long terme, produire des biocarburants ou à des fins spéculatives.

L'une des conséquences les plus immédiates de l'accaparement des terres est la diminution de la sécurité alimentaire dans les pays en développement et son effet perturbateur sur les communautés locales, en particulier sur les petits producteurs alimentaires, car les recherches ont montré que la sécurité de l'accès à la terre peut réduire la pauvreté et la faim.

Candriam considère l'accaparement des terres comme un sujet controversé en raison de ses conséquences sur les communautés locales des pays en développement (accès aux terres ; pauvreté, faim). Candriam évalue déjà l'"accaparement des terres" dans le volet "droits de l'homme" de son analyse fondée sur les normes. Elle prend en considération, entre autres, la présence d'un consentement libre, préalable et informé des utilisateurs des terres affectés, l'absence de violations des droits de l'homme et la transparence des contrats pour évaluer la question et le nombre de personnes affectées.

Dans l'analyse basée sur les normes de Candriam ESG, une entreprise est exclue d'un investissement ESG s'il y a

très de fortes preuves de violations répétées, significatives et systématiques des normes et principes internationaux concernant les principes des Droits de l'Homme associés à l'accaparement des terres.

7.5. Évasion fiscale

Définition et contexte général

L'expression "fraude fiscale" désigne généralement les "arrangements illégaux par lesquels l'assujettissement à l'impôt est caché ou ignoré, c'est-à-dire que le contribuable paie moins d'impôts que ce qu'il est légalement tenu de payer en dissimulant des revenus ou des informations aux autorités fiscales" (définition de l'OCDE). Nous estimons qu'en moyenne, les PME européennes paient environ 23 % d'impôt sur les sociétés, tandis que certaines multinationales en paient moins de 1 %. Cela est possible parce que les entreprises multinationales peuvent utiliser des mécanismes entre les systèmes fiscaux nationaux lorsqu'elles transfèrent leur comptabilité d'un pays à l'autre. On estime que 40 % des bénéfices des multinationales échappent à l'impôt.

Au cours des cinq dernières années, la lutte contre l'évasion fiscale s'est imposée à la suite des révélations de fuites répétées et d'enquêtes journalistiques connexes dans le cadre de scandales tels que les Luxleaks ou les Panama Papers.

Candriam reconnaît que l'évasion fiscale est une question ESG essentielle qui concerne tous les secteurs, en particulier le secteur financier, et qui expose les entreprises à des conséquences importantes, telles que des amendes ou des responsabilités.

L'évasion fiscale est prise en compte dans l'analyse normative de Candriam et dans l'évaluation ESG globale d'une entreprise lorsque cela est pertinent et applicable. Les entreprises qui pratiquent l'évasion fiscale sont notées très négativement dans l'analyse ESG de Candriam. Les infractions identifiées au Pacte mondial, notamment en matière de corruption et de gouvernance, sont également sanctionnées.

7.6. Substances toxiques pour l'environnement et la santé humaine

Une "substance toxique" est définie comme tout produit chimique ou mélange potentiellement nocif pour l'environnement ainsi que pour la santé humaine, étant donné le haut degré d'interdépendance entre la santé humaine et l'environnement naturel. L'incidence des substances toxiques dépend de la dose et de l'exposition.

Conformément à la définition du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), les substances toxiques sont des substances nocives et des déchets dangereux qui comprennent :

- Les substances persistantes, bioaccumulables et toxiques (PBT) ;
- Les produits chimiques cancérogènes, mutagènes ou ayant des effets néfastes sur les systèmes reproductifs, endocriniens, immunitaires ou nerveux ;
- Les produits chimiques présentant des risques immédiats (haute toxicité, explosivité, corrosivité) ;
- Les produits chimiques d'intérêt mondial tels que les polluants organiques persistants (POP), les gaz à effet de serre et les substances appauvrissant la couche d'ozone (SACO) ;
- Les déchets de soins de santé ;

- E- déchets

Candriam estime que les substances toxiques sont nocives pour l'environnement et la santé humaine. En raison de la grande variété de substances toxiques utilisées dans les activités de l'entreprise, Candriam tient compte de leur utilisation et de l'impact des risques associés à leur utilisation à toutes les étapes du processus d'analyse ESG des entreprises.

Dans l'analyse du modèle économique du processus ESG, l'exposition de l'activité de l'entreprise aux substances toxiques est évaluée dans trois des cinq défis durables clés analysés : Changement climatique, ressources et déchets, et santé & bien-être.

Les entreprises ayant un impact négatif sur le changement climatique en raison de leurs émissions de carbone - un gaz à effet de serre - sont identifiées dans tous les secteurs et reçoivent un score négatif.

Contrairement au changement climatique, la pollution générée par l'exploitation des ressources naturelles est plus spécifique à un secteur : Les entreprises rejetant divers polluants dans l'atmosphère, le sol et l'aquifère sont plus souvent pénalisées dans des secteurs sensibles tels que l'énergie, notamment le gaz de schiste ou les services publics.

Le défi durable Santé & bien-être permet de répertorier et de sanctionner des entreprises capables de contribuer à une augmentation de la prévalence des maladies en raison de la nature de leurs activités. Certaines entreprises du secteur Métal & Mines sont particulièrement à risque en ce qui concerne l'extraction de substances toxiques comme le mercure ou le chrome, ce qui conduit à de graves dommages pour la santé, et se voient par conséquent attribuer un score négatif dans Vie saine et bien-être.

L'analyse des parties prenantes du cadre ESG exclusif de Candriam permet d'évaluer la capacité d'une entreprise à gérer son impact sur l'environnement et sur la santé humaine dans sa stratégie à long terme. Candriam traite du rejet de substances toxiques dans l'environnement par le biais de nitrates ou de la pollution par les métaux lourds dans l'eau ainsi que des émissions atmosphériques (y compris COV, SO₂ et NO_x) et également par l'élimination des déchets dangereux. En conséquence, les entreprises soumises à l'utilisation et au rejet de substances toxiques sont analysées en fonction de leur capacité à mettre en œuvre une gestion de la qualité axée sur cette question.

Le secteur de l'énergie, par exemple, est confronté à des émissions de particules toxiques comme les SO_x, les NO_x, les COV et le benzène, résultant des procédés de raffinage et de fabrication des produits chimiques. Les entreprises impliquées dans ces activités sont évaluées en fonction de leur capacité à atténuer ces émissions atmosphériques.

L'impact sur la santé humaine est abordé au stade impliquant l'analyse de la sécurité des produits, lorsque Candriam examine la prévention ou l'élimination des menaces graves pour la santé et la sécurité publiques découlant de la consommation/utilisation ou de l'élimination du produit vendu, par exemple, Candriam identifie et évalue négativement les entreprises du secteur des produits chimiques dont les revenus proviennent de produits chimiques préoccupants tels que le bisphénol A, les phtalates ou les fluorocarbones.

Lorsqu'elle effectue une analyse de l'entreprise 0 basée sur les normes, Candriam filtre les entreprises qui ont enfreint de manière significative et répétée les principes liés à l'environnement du Pacte mondial des Nations unies, par, entre autres, le rejet de substances toxiques. Candriam exclut les entreprises ayant participé de manière significative et répétée :

- La mauvaise gestion des produits chimiques toxiques ;
- La mauvaise gestion des déchets dangereux et radioactifs ;
- Une grave pollution de l'air, de l'eau et du sol ;
- Une grave destruction de la biodiversité.

Niveau d'exclusion du seuil de Candriam

Candriam aborde le risque lié au rejet de substances toxiques à chaque étape de l'évaluation ESG d'une entreprise ainsi que dans l'analyse normative utilisée pour les investissements ESG.

7.7. Utilisation de l'eau

Candriam reconnaît que les questions environnementales et communautaires liées à l'utilisation intensive de l'eau doivent être prises en compte dans l'analyse de durabilité des entreprises. Nous évaluons l'intensité en eau et les systèmes de gestion de l'eau d'une entreprise dans le cadre de notre approche ESG. L'agriculture et l'élevage intensif étant responsables de 70 % de la consommation d'eau dans le monde, nous accordons une attention particulière aux risques liés à l'eau dans les chaînes d'approvisionnement agricoles. Cependant, certains processus industriels sont également gourmands en eau et nécessitent une approche solide de la gestion de l'eau.

En tant que ressource couramment utilisée dans la plupart des secteurs économiques, l'eau et son utilisation sont analysées de la même manière que les émissions de GES : nous analysons à la fois l'intensité de la consommation d'eau du secteur et de l'entreprise, ainsi que les systèmes de gestion de l'utilisation de l'eau de l'entreprise et les risques liés à l'utilisation de l'eau. Les entreprises présentant un risque élevé pour l'eau et des systèmes de gestion de l'eau médiocres obtiennent un score négatif dans notre cadre analytique ESG exclusif et dans d'autres stratégies d'investissement durable que nous pourrions développer.

Lorsque nous identifions des activités commerciales à forte consommation d'eau, nous nous engageons également auprès des entreprises pour promouvoir des stratégies de gestion commerciale plus durables et améliorer la communication sur l'eau.

Dans l'analyse fondée sur les normes, une attention particulière est accordée aux éventuelles violations des principes du Pacte mondial en matière d'environnement et de droits de l'homme. Il s'agit notamment des activités des entreprises exposées à une forte utilisation de l'eau dans des zones où l'eau est rare, à des conflits avec les communautés locales sur l'accès à l'eau ainsi qu'à la pollution de l'eau.

8. Appendices

Armements controversés - Méthodologie et fournisseurs de données

Afin d'identifier l'exposition des émetteurs aux armes controversées, Candriam collabore étroitement avec deux fournisseurs externes, ISS Ethix et MSCI ESG.

ISS Ethix fournit à Candriam des informations sur l'exposition des entreprises pour la majorité des armes controversées (mines terrestres antipersonnel, bombes à fragmentation, uranium appauvri, phosphore blanc), à l'exclusion des armes chimiques et biologiques. ISS Ethix classe l'exposition des entreprises en trois catégories de code couleur :

Signal	Description
Rouge	<ul style="list-style-type: none"> Participation vérifiée
Amber	<ul style="list-style-type: none"> De fortes indications d'implication Informations fragmentaires sur la participation
Obligations vertes	<ul style="list-style-type: none"> Participation antérieure Implication au-delà de la portée des définitions applicables Aucune participation

Candriam exclut automatiquement toutes les entreprises signalées comme étant "ambrées" et "rouges" par ISS Ethix. En cas de changement de catégorie pour les entreprises susceptibles d'avoir un impact important sur nos portefeuilles, l'équipe ESG effectuera une analyse supplémentaire afin de mieux comprendre le changement de notation. À l'issue de son analyse, l'équipe ESG déterminera si la nouvelle décision de notation doit être appliquée à l'ensemble des portefeuilles de l'entreprise. La liste d'exclusion des armes controversées est mise à jour deux fois par an.

En ce qui concerne les armes chimiques et biologiques, Candriam utilise les informations fournies par **MSCI ESG** pour ses filtres d'exclusion. Plus précisément, Candriam prend les données fournies par MSCI ESG, le pourcentage de revenus des entreprises dans ces activités, et les applique aux seuils applicables.

Si une nouvelle exposition est identifiée pour des entreprises ayant un impact significatif sur les portefeuilles, l'équipe ESG peut mener une analyse supplémentaire sur l'entreprise avant de mettre en œuvre l'exclusion.



Le présent document n'est fourni qu'à titre d'information et ne constitue en aucun cas une offre d'achat ou de vente d'instruments financiers, ni une recommandation d'investissement, ni une confirmation d'une quelconque transaction, sauf disposition contraire. Bien que Candriam sélectionne soigneusement les données et les sources utilisées, des erreurs ou omissions ne peuvent être exclues a priori. Candriam ne saurait être tenue responsable des dommages directs ou indirects résultant de l'utilisation de ce document. Les droits de propriété intellectuelle de Candriam doivent être respectés à tout moment et le contenu de ce document ne peut être reproduit sans autorisation écrite préalable.

Avertissement : Les performances passées d'un instrument financier, d'un indice ou d'un service d'investissement, ou des simulations de performances passées, ou des prévisions de performances futures, ne sont pas des indicateurs fiables des performances futures. Les performances brutes peuvent être influencées par des commissions, redevances et autres charges. Les performances exprimées dans une autre monnaie que celle du pays de résidence de l'investisseur subissent les fluctuations du taux de change, pouvant avoir un impact positif ou négatif sur les gains. Si ce document fait référence à un traitement fiscal particulier, une telle information dépend de la situation individuelle de chaque investisseur et peut évoluer.

Le présent document ne constitue pas une recherche en investissements au sens de l'article 36, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2017/565 de la Commission. Candriam souligne que ces informations n'ont pas été préparées conformément aux dispositions légales prônant la recherche indépendante en investissements et qu'elle n'est soumise à aucune restriction interdisant l'exécution de transactions avant la diffusion de la recherche en investissements.

Candriam recommande systématiquement aux investisseurs de consulter via notre site Internet www.candriam.com le document d'informations clés, le prospectus et toutes les autres informations pertinentes avant d'investir dans l'un de nos fonds, y compris la valeur nette d'inventaire ("VNI") des fonds. Ces informations sont disponibles en anglais ou dans la langue locale pour chaque pays où la commercialisation du fonds est autorisée.